

# INpreCOR

Numéro 309 du 18 au 31 mai 1990 ♦ 15 FF 4 FS 85 FB

## COREE DU SUD : L'étincelle de mai



CHINE  
Un an après Tiananmen



PAYS BALTES  
Le casse-tête de Gorbatchev

ETAT ESPAGNOL  
Les Commissions ouvrières



**SOMMAIRE DU NUMERO 309**  
**du 18 au 31 mai 1990**

3

**COREE DU SUD**

« Nous ne sommes pas des machines ! »

**Enzo TRAVERSO**

7

**CHINE**

Le printemps de Pékin

**Laurent CARASSO**

11

**ETAT ESPAGNOL**

Gauche syndicale

**Interview de Joaquin NIETO**

14

**PAYS BALTES / URSS**

Le casse-tête de Gorbatchev

**Gerry FOLEY**



18

**COLOMBIE**

La gauche dans le collimateur

**Interview de Carlos ROMERO**

20

Voyage en enfer

**Interview de Daniel LIBREROS**

23

**MAROC**

Sous les fastes du royaume

**Interview de Karim MAGHREBI**

26

**Nouvelles du Monde**

PALESTINE

URSS / NICARAGUA

NICARAGUA

UNION SOVIETIQUE

GRANDE-BRETAGNE

TIERS MONDE

28

**JEUNES**

Rendez-vous de juillet

**Sophie MASSOURI**

## Dernière ligne droite...

Les meilleures choses ont une fin : l'abonnement promotionnel à 250 FF à *Inprecor* se terminera à la mi-juin ainsi que la formule d'"abonnement à l'essai". Aussi, dépêchez-vous de vous abonner et d'abonner vos amis si ce n'est déjà fait... Vous pouvez également encore nous envoyer les adresses de ceux qui, autour de vous, pourraient être intéressés par *Inprecor* et à qui nous ferons parvenir deux exemplaires gratuitement et une proposition d'abonnement au tarif promotionnel.

La promotion spéciale (6 mois à 100 FF au lieu de 140 FF) pour les jeunes et les chômeurs est, elle, maintenue.

Nous rappelons aux "vieux" lecteurs que l'Index des 15 ans, outil indispensable pour profiter à plein de la collection d'*Inprecor*, est toujours disponible au prix de 20 FF (+ 5 FF pour les frais d'envoi). Quant à ceux qui auraient manqué des exemplaires de 1989, ils peuvent commander la collection complète reliée de cette année, riche en bouleversements à travers le monde (150 FF + 15 FF de frais d'envoi).

Nous remercions encore les nombreux lecteurs qui ont participé à notre campagne d'abonnement en nous envoyant des adresses, et tous ceux qui se sont abonnés depuis janvier.

*La rédaction*

### *INpreCOR*

*Correspondance de presse internationale*

Revue bimensuelle  
d'information et d'analyse  
publiée sous la responsabilité  
du Secrétariat unifié  
de la TIV Internationale.

Éditée par PEC  
(Presse-Édition-Communication)

Administration :

2 rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil, France.  
Tél : 48.59.00.80

Directeur de publication :  
Christian Lamotte.

Commission paritaire numéro  
59117, ISSN 1 0294 - 8516.  
Imprimé par Rotographie.

Diffusé dans les librairies par  
Diffusion Populaire  
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS  
Tél : 45.32.06.23

### ABONNEMENT (24 numéros par an)

- Abonnement tous pays (voie de surface) :  
140 francs pour six mois . 280 francs pour un an.
- Abonnement avion (Europe, Afrique du Nord,  
Moyen-Orient, DOM-TOM) :  
155 francs pour six mois . 310 francs pour un an.
- Abonnement avion (Afrique et Amériques) :  
180 francs pour six mois . 360 francs pour un an.
- Abonnement avion (Asie) :  
195 francs pour six mois ; 390 francs pour un an.
- Pli fermé : France :  
200 francs pour six mois, 405 francs pour un an.
- Autres pays (voie de surface) :  
215 francs pour six mois. 430 francs pour un an.
- Pli fermé par avion : nous écrire.

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre  
de "PEC", à adresser à *Inprecor*,  
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.  
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre,  
153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France,  
compte numéro 230179/90.  
Virements postaux à "PEC", compte chèque postal  
numéro 2.322.42 T Paris



Abonnement promotionnel (250 FF, un an) ☐

Jeunes (moins de 25 ans) et chômeurs (100 FF, six mois) ☐

Abonnement à l'essai (2 numéros gratuits) ☐

Réabonnement ☐

Nom Prénom : .....

Rue : .....

Commune / Code postal : .....

Ville : .....

Pays : .....

# « Nous ne sommes pas des machines ! »

Cette année, les manifestations du 1er Mai en Corée du Sud ont tourné à la guerre de classe, au sens littéral du terme. Les principales usines et universités du pays ont été le théâtre de mobilisations massives et d'affrontements très durs avec les forces de police. La vague de grèves qui traverse la péninsule depuis la fin avril, s'est poursuivie — de façon inégale et en dépit de quelques reculs — jusqu'à déboucher sur la manifestation gigantesque du 9 mai.

Les années 80 ont été marquées par une montée extraordinaire des luttes ouvrières en Corée du Sud. Après le "miracle économique", fondé en grande partie sur la sur-exploitation du travail et sur des salaires misérables, les ouvriers commencent à présenter l'addition aux patrons. Dans le domaine des augmentations salariales et de l'extension des organisations syndicales, les conquêtes arrachées depuis 1987 dépassent largement celles obtenues pendant les quarante années précédentes. La fondation de l'Alliance coréenne des syndicats authentiques (Chonohyop), le 22 janvier 1990, exprime la naissance d'une nouvelle avant-garde ouvrière radicale et combative. Il n'est pas exclu que, à l'instar du Brésil et de l'Afrique du Sud, les années 90 soient marquées par le développement d'un puissant mouvement indépendant des travailleurs sud-coréens.



LES JEUX OLYMPIQUES de Séoul, en 1988, ont fait découvrir la modernité et le développement économique de la Corée du Sud à l'opinion publique internationale, encore habituée à classer ce pays dans la catégorie du tiers monde ou parmi les pays "en voie d'industrialisation", alors que la péninsule est déjà largement industrialisée. Face à l'immobilisme et à l'isolement du régime de Kim Il-Sung en Corée du Nord, l'un des derniers piliers d'une tradition stalinienne "orthodoxe" en voie de disparition, les média occidentaux ne croient pas très utile, après la chute du régime militaire de Chun Doo-hwan en 1987, d'évoquer la répression policière qui marque depuis un an la situation sud-coréenne.

Dénoncer la censure et la violation des droits syndicaux et démocratiques les plus élémentaires dans un pays soi-disant "démocratique" et toujours appuyé par l'Occident (les Etats-Unis gardent encore 40 000 marines en Corée du Sud), risquerait de briser l'harmonie consensuelle retrouvée autour de la "chute du communisme" dans les pays de l'Est. Pour que la Corée fasse la "une" des quotidiens, il faudra attendre que les travailleurs de Pyong-yang se révoltent contre Kim Il-Sung et sa dynastie ; mais si les grèves des ouvriers de Hyundai en Corée du Sud sont écrasées, cela ne mérite que trois lignes dans les journaux...

Ce nouveau tournant répressif, qui s'est traduit notamment par l'augmentation du nombre des prisonniers politiques et les condamnations de plus en plus

## Enzo TRAVERSO

lourdes infligées aux militants des associations démocratiques et de gauche, semble s'intensifier après la consolidation du régime de Roh Tae-woo. Le parti gouvernemental a fusionné avec deux autres organisations (dont le Parti pour la réunification démocratique, dirigé par Kim Young-sam, qui était un des deux grands partis de l'opposition) pour former le Parti démocratique libéral. En élargissant ses bases parlementaires, le régime pense pouvoir réduire les espaces de liberté.

## Le réveil du géant

Il y a aujourd'hui en Corée du Sud environ un millier de prisonniers politiques. La pendaison de neuf personnes condamnées pour des crimes de droit commun, le 17 avril dernier, constitue un signal très clair adressé par le gouvernement à toute force "subversive". Comme l'a indiqué un communiqué du ministère de la Justice : « Ces exécutions ont montré la forte détermination du gouvernement à rétablir l'ordre (...) à travers une application stricte des lois ». Par contre, la condamnation à 10 ans de prison d'une jeune militante de gauche, Im Suk-yong, coupable seulement de s'être rendue à Pyong-yang pour attirer l'attention de l'opinion publique internationale sur le drame coréen, celui d'une nation divisée depuis quarante ans (1), a été à peine évoquée ; il ne faut

donc point s'étonner que la presse occidentale ignore largement les grèves des travailleurs de la péninsule.

Corollaire du "miracle économique", la classe ouvrière de ce pays est devenue, sur le plan structurel, l'une des plus nombreuses du monde. Forte de 25 millions de personnes, elle représente 60 % de la population totale. Il s'agit d'une classe ouvrière très jeune, formée dans sa grande majorité d'hommes et de femmes de vingt à trente ans, et concentrée dans de grandes entreprises (les *chaebols*). Combative et confrontée depuis toujours à la répression policière — il suffit de rappeler le massacre de Kwangju en 1980 (2) —, cette génération ouvrière n'a connu jusqu'à présent aucune défaite majeure. La division du pays, la répression et surtout une croissance économique extraordinaire ont créé un nouveau mouvement ouvrier, dont les liens sociaux et politiques avec ses prédécesseurs (les organisations syndicales qui ont participé à la lutte anti-japonaise entre 1910 et 1945 et qui, par la suite, ont été détruites par le régime militaire sous l'occupation américaine) demeurent très faibles, sinon inexistantes. Cependant, les conséquences

1) Voir *Inprecor* n° 303 du 23 février 1990.

2) Après le coup d'Etat du général Chun Too-hwan, en décembre 1979, le pays fut secoué par une vague d'agitation ouvrière et étudiante. Le gouvernement décréta l'état de siège, le 18 mai 1980, et arrêta les principaux dirigeants de l'opposition. La répression brutale des manifestations déclencha une véritable insurrection populaire dans la ville de Kwangju (800 000 habitants), qui fut écrasée par l'armée après dix jours de combats. La répression de la révolte se solda par le massacre de 1 000 personnes au bas mot. La "commune" de Kwangju demeure le symbole de la lutte pour la démocratie dans la mémoire coréenne.

## Boom économique

Avec une population de 42 millions d'habitants, un taux d'urbanisation de 70 %, une structure du produit national brut (PNB) qui donne une place centrale à l'industrie (47,1 %) et aux services (41,4 %), laissant la dernière place à l'agriculture (11,5 %), un niveau d'instruction parmi les plus élevés du monde (l'analphabétisme n'atteint même pas 1 %) et un nombre de livres publiés qui frôle celui de la France (35 850 contre 37 860), la Corée du Sud se rapproche davantage des principaux pays industrialisés occidentaux que du tiers monde. Le PIB par habitant était, en 1988, de 3 315 dollars, moins qu'au Japon (20 908 dollars) et que dans l'Etat espagnol (7 803 dollars), mais beaucoup plus qu'en Turquie (1 380 dollars) ou que dans les plus développés des pays latino-américains : Brésil (2 020 dollars) et Mexique (1 909 dollars).

Entre 1986 et 1988, le taux moyen de croissance du PNB sud-coréen a été parmi les plus élevés du monde, dépassant 12 %. En 1989, le premier symptôme de crise s'est manifesté avec une chute du taux de croissance du PNB de 13 à 6,7 %. Les exportations, qui augmentaient au rythme de 25 % par an (avec des pointes de 35 %) et sur lesquelles se fondait le "miracle économique" sud-coréen, ont chuté à leur tour à 5,2 % en 1989.

En 1988, la production industrielle avait augmenté de 13 % par rapport à 1987 mais, en 1989, le taux de croissance est tombé à 4 %. Entre 1986 et 1988, le taux moyen d'augmentation des salaires a été de 20 % par an. Cela a entraîné un boom de la consommation. Ainsi, en 1989, la vente de voitures Hyundai sur le marché intérieur a augmenté de 63 % et, pour la première fois, le nombre de voitures achetées en Corée du Sud a dépassé celui des voitures exportées.

En général, le marché intérieur sud-coréen connaît une forte expansion. En 1989, on a assisté à une flambée des importations, avec une croissance de 18,6 % par rapport à 1988. Le niveau moyen de consommation des foyers a augmenté de 10 % en 1989. Pendant les deux dernières années, les prix ont grimpé d'un tiers environ. Durant les quatre premiers mois de 1990, les loyers ont fait un bond de 30 % à Séoul. ★

de ces défaites subsistent dans la structure organisationnelle de la classe ouvrière, marquée par l'hégémonie écrasante de la Fédération des syndicats coréens (FSC). La FSC plonge ses racines dans le syndicat jaune *Cheonpyeong*, qui avait été créé en 1946 par les forces d'occupation américaines et fut toujours strictement contrôlé par les différents régimes militaires qui se sont succédés depuis la fin de la guerre. Dans le cadre d'une économie largement orientée vers l'exportation, "dirigée" par l'Etat et, pendant une longue période, soumise aux choix du gouvernement des Etats-Unis, la classe ouvrière sud-coréenne a perdu toute autonomie politique.

### Sacrifice

Des grèves et des conflits sociaux plus ou moins importants ont accompagné dès le début le miracle économique de la péninsule, mais ce n'est que dans les années 80 que l'on a assisté à une véritable montée des luttes ouvrières. Le premier signe de changement peut être symboliquement fixé au 13 novembre 1970 : à cette date, un jeune ouvrier d'une entreprise textile, Choun Tae-il, s'est immolé à Séoul pour protester contre l'absence de droits des salariés, à une époque où les horaires de travail étaient dignes du XIXe siècle et les salaires véritablement misérables. Il lança un mot d'ordre qui fut repris par la suite dans toutes les mobilisations ouvrières : « *Nous ne sommes pas des machines* ». Le sacrifice de Choun Tae-il, à la fois dénonciation de la condition ouvrière et symbole de la lutte contre la dictature militaire, est commémoré chaque année par les organisations syndicales les plus combattives. Au cours des années 80, les grèves prennent une ampleur et un caractère radical jamais vus auparavant. Voici une énumération rapide des luttes les plus significatives.

En 1980, après la chute du régime du général Park Chong-hee, les luttes pour la démocratie menées par les étudiants déclenchent une vaste mobilisation ouvrière dans les principaux centres industriels. En avril, armés de dynamite, 2 000 mineurs du bassin de Dongwon occupent avec leurs familles la ville de Sabuk, en demandant une augmentation de salaire de 40 % et le départ de leur dirigeant syndical, Lee Jae-ki, compromis avec le régime militaire. Ce dernier démissionne et les revendications économiques sont partiellement satisfaites. La combinaison des manifestations pour la démocratie avec les grèves ouvrières débouche sur l'imposition de la loi martiale et, fin mai, sur l'insurrection de la ville de Kwangju, qui sera écrasée dans un bain de sang (1 000 morts environ). La répression touche

aussi largement le mouvement ouvrier : 191 cadres syndicaux qui ont dirigé les luttes sont licenciés ou expulsés de leur syndicat. La tentative de créer une Fédération nationale des ouvriers démocratiques (*Chounnoryoun*) qui concurrence la FSC, est brisée par la force.

En mars 1984, la lutte pour la formation d'une ligue de syndicats indépendants se poursuit avec la naissance d'une association ouvrière qui deviendra plus tard la Fédération des ouvriers démocratiques de Corée (FODC), et qui a pu se maintenir malgré la répression.

Le 25 mai 1984, la ville de Taegu est paralysée par une manifestation de 500 chauffeurs de taxi. Dans les jours suivants, la grève s'étend à plusieurs villes de la péninsule ; 1 000 taxis défilent à Pusan, la deuxième ville du pays.

Le 16 avril 1985, les travailleurs du deuxième complexe industriel de Corée du Sud, l'usine automobile Daewoo à Incheon, dans la banlieue de Séoul, entrent en grève et demandent une augmentation salariale de 18,7 %. Le patron est obligé de négocier avec les travailleurs qui obtiennent des concessions importantes. Fin juin, la grève s'étend à l'ensemble de l'aire industrielle de Kuro. Engendrée par l'arrestation d'un dirigeant syndical, la grève générale de Kuro favorise la création de deux syndicats indépendants : la Fédération du mouvement ouvrier de Séoul et la Fédération des ouvriers de la région d'Incheon.

### Tournant décisif

La grande manifestation du 3 mai 1986, à Séoul, marque un tournant. La Corée du Sud est encore soumise à la dictature militaire de Chun Doo-hwan et le principal parti d'opposition, le Nouveau parti démocratique coréen (NPDC), organise un meeting de masse pour demander sa légalisation (3). Les associations d'étudiants, de nombreuses associations chrétiennes ainsi que les syndicats indépendants de Séoul et Incheon participent à la mobilisation avec leurs propres mots d'ordre (les "trois Min" : *Minjok*, *Minjou*, *Minjong* — "nation, démocratie, peuple"). L'intervention de la police transforme le centre de Séoul en un champ de bataille et la manifestation est suivie par de nombreuses arrestations. En janvier 1987, la Fédération syndicale de Séoul décide de se dissoudre à la suite de dissensions internes. Plusieurs organisations de gauche naissent de cette fédération ouvrière.

3) Par la suite, le NPDC éclatera pour laisser la place à deux autres formations, dirigées respectivement par Kim Dae-jung et Kim Yong-sam. Ce dernier vient de se rallier au gouvernement de Roh Tae-woo en fondant le Parti démocratique libéral.

Entre juillet et septembre 1987, une vague de grèves déferle dans la principale aire industrielle sud-coréenne, Ulsan, où se trouvent les usines Hyundai et qui produit 10 % du produit national brut (PNB), et s'étend rapidement à d'autres centres industriels (Pusan, Masan et Changwon). Les grévistes exigent l'introduction d'une nouvelle législation du travail et la légalisation des syndicats indépendants. Après la déclaration faite par le gouvernement le 29 juillet, qui annonce la tenue d'élections présidentielles directes, le mouvement démocratique — jusqu'alors polarisé par les manifestations des étudiants — entre dans une phase de reflux et les grèves ouvrières envahissent toute la scène politique sud-coréenne. Durant l'été 1987, toute la Corée du Sud est traversée par une vague de grèves sans précédents : au total, 3 200 arrêts de travail concernant plus de 2 millions d'ouvriers. 776 grèves ont lieu dans la seule journée du 28 août 1987.

### Méfiance syndicale

Soumise à une forte pression de sa base, la FSC, forte de 1 700 000 adhérents, doit procéder à une opération de maquillage : en octobre 1988, Kim Dong-in, son secrétaire national, est remplacé par Park Jong-kun qui proclame immédiatement l'indépendance du syndicat vis-à-vis de l'Etat et propose une politique économique et sociale alternative à celle du gouvernement ; il s'agit d'une mesure visant à contrecarrer la montée des syndicats indépendants et la sympathie qu'ils suscitent au sein de la FSC.

Entre juillet et septembre 1987, malgré la répression gouvernementale (500 militants ouvriers arrêtés), le nombre des syndicats d'entreprise passe de 2 722 à 4 729, gagnant plus d'adhérents que durant les quarante années précédentes. Tous ces nouveaux syndicats se sont affiliés à la FSC, en dépit de la méfiance de plus en plus forte manifestée par les militants et les organisateurs des grèves à l'égard de sa bureaucratie. Ce phénomène apparemment contradictoire trouve une explication assez simple. En vertu de la loi du travail sud-coréenne, chaque entreprise ne peut reconnaître la présence que d'un seul syndicat, et les nouvelles formes d'organisation ouvrière ont dû s'appuyer sur les structures déjà existantes.

Cependant, leur adhésion à la FSC demeure très souvent purement formelle et une des principales revendications de cette vague de luttes devient justement le changement de la loi du travail. A ce propos, il est intéressant de citer quelques extraits du *Manifeste* de la Fédération des ouvriers de la région d'Inchon, adopté en

août 1988 : « Nous demandons la formation d'un mouvement syndical indépendant, sur la base d'une activité syndicale démocratique. (...) Nous nous battons ensemble pour imposer des mesures contre la répression des capitalistes et du gouvernement et pour la reconnaissance complète des droits fondamentaux des travailleurs et des travailleuses. Par conséquent, nous lutterons pour la création de syndicats démocratiques et pour leur consolidation. Nous sommes solidaires de toutes les forces démocratiques et ouvrières qui luttent pour une société juste et démocratique, capable de défendre les intérêts des masses travailleuses » (4).

Le 13 novembre 1988, le meeting ouvrier annuel de commémoration du martyre de Choun Tae-il rassemble 30 000 ouvriers, mais ils sont 50 000 à descendre dans les rues de la capitale pour déposer au Parlement une pétition demandant une nouvelle charte du travail. Lors du meeting, plusieurs délégués se prononcent pour la création d'une fédération des syndicats indépendants.

### Guerre civile à Ulsan

Le 12 décembre 1988, 18 000 ouvriers de Hyundai entrent à nouveau en grève à Ulsan en exigeant la semaine de travail de 44 heures (actuellement elle est de 54 heures), une augmentation de la prime annuelle de 60 %, une nouvelle législation du travail et la réintégration des ouvriers licenciés lors des luttes précédentes. La grève se poursuit jusqu'en avril 1989, après avoir résisté pendant deux semaines aux assauts de 70 unités anti-émeute (environ 14 000 policiers).

Le gouvernement a essayé de criminaliser le mouvement de grève, en l'accusant d'être manipulé par des agents nord-coréens (ce qui le caractériserait comme une « menace contre la sécurité nationale » et justifierait l'application des mesures répressives les plus dures). L'intervention gouvernementale contribue ainsi à la politisation du mouvement ouvrier, dont les grèves économiques apparaissent maintenant strictement liées à des revendications plus directement politiques (démocratie, réunification nationale, etc.). Avant la fin de la grève des usines Hyundai, c'est le tour des travailleurs du métro de Séoul. Cette fois-ci, la riposte patro-



nale est immédiate : après 24 heures de paralysie du métro de la capitale, le dirigeant du syndicat qui a organisé la grève est arrêté.

Les conflits se poursuivent, en alternant succès et reculs. Le 28 mai, la conférence de fondation du Syndicat national des enseignants se déroule à l'université de Yonsé ; elle incarne dix ans de lutte pour la démocratie au sein de l'Education nationale. Avec 20 000 membres au départ et après avoir résisté à une très forte répression (plusieurs milliers de licenciements), ce nouveau syndicat compte encore aujourd'hui 14 000 affiliés. Le dernier syndicat des enseignants avait été détruit par le dictateur Park en 1960.

Ces luttes sont marquées par un niveau de violence particulièrement aigu. Lors de la grève de Motorola, une entreprise électronique nord-américaine, les ouvriers se sont aspergés d'essence et ont menacé de s'immoler en cas d'intervention policière pour briser la grève et à faire évacuer l'usine. Dans une autre entreprise électronique américaine (Tandy computers), qui refusait de reconnaître le nouveau syndicat, les ouvriers ont pris en otage le directeur et attaqué la Chambre de commerce des Etats-Unis.

En 1989, 1 550 grèves se sont déroulées en Corée du Sud. Elles ont été moins nombreuses en comparaison avec les 1 800 de l'année précédente, mais aussi beaucoup plus longues (la durée moyenne de chaque grève a été de 18 jours et demi), ce qui a entraîné une chute du PNB de 3,5 %. En sachant que les salaires ont augmenté de 20 % en 1989 (17 % en 1987 et 18 % en 1988, une hausse sans comparaison avec aucun autre pays), on peut bien comprendre que les économistes attribuent dans une large mesure à l'agitation ouvrière la cause de la « crise » sud-coréenne — à savoir une chute du

4) Korean Situationer n° 12, June-August 1988.

taux de croissance de la production industrielle de 12 à 6,5 %, chiffre qui reste encore élevé en comparaison avec les autres pays industrialisés ; le deuxième facteur de crise est lié à la chute du yen, qui favorise les exportations japonaises et rend moins compétitifs les produits sud-coréens sur le marché mondial.

## Naissance de Chonohyop

Cette montée des grèves ouvrières et de l'aspiration à une indépendance politique du mouvement des travailleurs a franchi un pas très important, le 22 janvier 1990, avec la conférence de fondation de l'Alliance coréenne des syndicats authentiques (*Chonohyop*). Pour empêcher cette réunion, le gouvernement avait mis Séoul en état de siège, en mobilisant 18 000 policiers. 500 délégués ouvriers, représentant 14 syndicats de branches et de régions (notamment les Associations des syndicats ouvriers de Séoul et d'Inchon) et 190 000 adhérents, se sont réunis sur le campus de l'université de Souwon, à quarante kilomètres de la capitale.

Après avoir rendu hommage aux victimes de la répression, et avoir souligné leur filiation avec le mouvement ouvrier et démocratique qui s'est développé en Corée du Sud depuis 1970 et, plus particulièrement, après la vague de grèves de 1987, la résolution approuvée par la conférence affirme son orientation politique générale : « *Nous luttons, sur la base du mouvement syndical de masse, pour obtenir nos droits économiques. Nous cherchons aussi l'unité avec tous les mouvements populaires et démocratiques qui se battent pour une réforme sociale et économique, pour un changement radical de la situation des travailleurs. Nous poursuivons la lutte pour la démocratie, l'indépendance et la réunification nationale pacifique* » (5).

Sur le plan strictement économique et syndical, *Chonohyop* demande : une aug-

mentation salariale de 91 390 won (138 dollars), c'est-à-dire de 23,3 % du salaire moyen ; la dissolution de l'Association patronale, créée en 1989 pour contrecarrer la montée des grèves ouvrières ; la suppression de la législation du travail, foncièrement anti-ouvrière ; sa propre légalisation et la pleine reconnaissance des libertés syndicales. Les unités spéciales de répression (*Backkoldan*) sont arrivées lorsque la conférence se terminait. 136 militants syndicaux ont alors été arrêtés ; le secrétaire général de *Chonohyop*, Dan Byong-ho, a, lui, été arrêté le 28 février.

Cependant, la répression n'a pas été en mesure d'arrêter la montée des luttes. Le 25 avril 1990, une nouvelle grève, engendrée par l'arrestation de nombreux dirigeants syndicaux, démarre aux chantiers navals Hyundai d'Ulsan, les plus grands du monde (sur les 700 000 habitants de la ville, 100 000 travaillent pour Hyundai). L'usine, qui a été occupée par les travailleurs, est évacuée le jour suivant par 12 000 policiers. Pendant une semaine, des affrontements de plus en plus violents se poursuivent, avec de véritables combats de rue qui opposent 20 000 ouvriers aux forces de police ne ménageant pas l'usage de la violence. Le bilan des affrontements est assez lourd : 600 grévistes interpellés, 24 blessés (dont 10 policiers) et 22 véhicules de police brûlés.

## Le 1er Mai sud-coréen

Le sacrifice de Lee Young-ik illustre la gravité de la situation : ce jeune dirigeant syndical des usines automobile Hyundai, âgé de vingt-huit ans, répétant le geste de Choun Tae-il, s'est immolé par le feu le 3 mai dernier, après plusieurs jours de grèves et de combats. La veille, le ministre sud-coréen de l'Information, Choe Byung-ul, avait expliqué en termes très clairs l'attitude du gouvernement : « *L'usage de la force est inévitable. Nous ne pouvons pas tolérer une situation qui est en train d'endommager sérieusement notre industrie et notre économie* ».

Cette fois-ci, la lutte des travailleurs d'Ulsan ne reste pas isolée, elle est le détonateur d'une vague de mobilisations (non seulement ouvrières mais aussi de larges couches salariées et du mouvement étudiant) qui débouche sur une véritable grève générale à l'occasion du 1er Mai. Les organisations syndicales indépendantes, notamment *Chonohyop*, ont joué un rôle moteur dans la préparation de cette échéance.

Le caractère politique de la lutte s'est manifesté sous plusieurs formes : d'une part, la revendication des droits syndicaux, d'autre part, la dénonciation des méthodes répressives et anti-démocra-

tiques du gouvernement qui rappellent de plus en plus l'époque de la dictature. Déjà avant l'entrée en grève des chantiers navals Hyundai à Ulsan, le personnel de la principale chaîne de télévision d'Etat s'était mis en grève pour demander la démission du directeur de l'entreprise. Celui-ci, nommé par le gouvernement, avait restauré la censure sous des formes identiques à celle de la période Chun Too-hwan. Les immeubles de la télévision d'Etat, occupés par les salariés, ont été eux aussi évacués par la police, ce qui a entraîné une grève de protestation de la deuxième chaîne de télévision (privée) coréenne.

## Bataille de rue

On est ainsi arrivé, le 9 mai, au point culminant des conflits. Précédée par un appel télévisé du président Roh Tae-woo — où il affirmait sa volonté d'empêcher que le pays « *s'achemine sur la voie du chaos* » — la tenue du congrès de constitution du nouveau parti gouvernemental (PLD) a été l'occasion d'une protestation massive à Séoul et dans toutes les principales villes du pays. Selon la presse, la capitale a connu la mobilisation la plus importante depuis la chute de Chun Doo-wan. Les policiers ont attaqué les cortèges qui rassemblaient plusieurs dizaines de milliers de personnes. Pendant la nuit du 9 au 10 mai, les pavés de Séoul ont vu brûler 52 000 cocktails-Molotov et 15 000 grenades lacrymogènes. L'ambassade des Etats-Unis a été prise d'assaut par 10 000 étudiants. Ces affrontements se sont soldés par un millier d'arrestations, après que les étudiants ont capturé 50 policiers des équipes anti-émeutes. Au lendemain de cette épreuve de force, les travailleurs des usines automobiles Hyundai ont interrompu la grève, qui cependant se poursuit dans les chantiers navals, où quelques dizaines d'ouvriers ont entamé une grève de la faim.

La situation économique du pays, encore très florissante, permet au patronat et au gouvernement de maintenir une position intransigeante de refus de toute négociation et d'opposition frontale aux différents mouvements sociaux. Cependant, avec une aggravation des perspectives économiques, cette fusion de grèves ouvrières, de radicalisation étudiante et de mouvements pour la démocratie pourrait mener la Corée du Sud vers une crise et une explosion sociale majeures. ★

## Solidarité

Plus de 150 syndicalistes ont été arrêtés en Corée du Sud depuis la formation de *Chunohyop*, ainsi que de très nombreux grévistes et manifestants. Pour protester contre ces arrestations, vous pouvez écrire au président Roh Tae-woo :

The Blue House; 1 Sejong-no, Chongno-gu, Séoul, Corée du Sud.

Vous pouvez également envoyer des messages de solidarité au *Chunohyop* : 142-77 Kuro 6-dong, Kuro-ku, Séoul 152-056, Corée du Sud. ★

15 mai 1990

5) *Asian Labour Update* n° 1, Hong-Kong, February-April 1990.

# Le printemps de Pékin



Le 15 avril 1989 mourait Hu Yaobang, ancien secrétaire général du Parti communiste chinois (PCC) — entre 1981 et 1987 — et bras droit de Deng Xiaoping, limogé quinze mois plus tôt par ce dernier. Les deux mois qui suivirent cette mort virent le plus important mouvement populaire depuis la fin de la révolution culturelle. Le plus important, car il a catalysé toutes les revendications sociales des couches urbaines dix ans après la mise en marche des réformes économiques de Deng. Le plus spectaculaire aussi car, pendant six semaines, la place Tiananmen de Pékin, lieu symbole de l'histoire de la Chine populaire, a été aux mains des manifestants qui y érigèrent, en défi au pouvoir, une déesse de la Démocratie. Le "mai chinois" rencontra un large écho international car, suite à la visite de Gorbatchev à Pékin à la mi-mai, tous les média internationaux avaient installé sur place des équipes de télévision qui retransmirent jour après jour les événements jusqu'au matin du 4 juin 1989 où l'armée mis fin au mouvement par un massacre (voir encadré p. 10)

**Laurent CARASSO**



**EN PLUS** de Pékin, de nombreuses autres villes de Chine connurent durant ces semaines des manifestations et une violente répression, notamment Chengdu, au cœur de la Chine continentale, et Shanghai, où le mouvement continua plusieurs jours après Pékin.

L'interprétation donnée de ce mouvement par la presse et les gouvernements capitalistes fut assez simple : pour eux, le sens profond des manifestations était la volonté de la jeunesse, suivie par le reste de la population de voir les réformes aller plus vite dans le sens à la fois de la démoc-

ratie et d'un développement d'une économie libre, capitaliste. Hu Yaobang et après lui son successeur, Zhao Ziyang, représentaient ce courant du PCC ouvert aux réformes, face à la vieille garde stalinienne symbolisée par Deng Xiaoping. Selon les média occidentaux, en mettant fin dans le sang au mouvement, la vieille garde marquait ainsi sa volonté de faire un pas en arrière par rapport aux réformes économiques et à l'ouverture aux pays capitalistes.

Avec cette explication, les gouvernements occidentaux veulent signifier non seulement qu'ouverture au marché capitaliste et démocratie vont évidemment de pair, mais aussi que le maintien de la planification bureaucratique s'accompagne forcément d'une dictature féroce.

La réalité est autre car, autant la deuxième assertion est vraie, autant la première ne l'est évidemment pas et des

centaines de millions d'hommes et de femmes en font la triste expérience tous les jours.

Les racines profondes de ce mouvement viennent des conséquences multiples et parfois contradictoires de la politique engagée depuis la fin des années 70 sous la direction de Deng. Il faut rappeler seulement les grands traits de cette politique qui présentait quatre grandes caractéristiques économiques et sociales :

- dans les campagnes, elle supposait le retour à une exploitation de type familial avec la volonté d'inciter les paysans à diversifier leur production et à se lancer dans la petite industrie privée. Les conséquences furent multiples : différenciation sociale importante avec augmentation moyenne du niveau de vie, mais aussi développement d'un chômage massif et augmentation importante de la production céréalière avec la libération partielle des prix ;

- elle encourageait aussi le développement des sociétés à capitaux étrangers localisées sur le littoral pacifique (dans les zones économiques spéciales et les "villes ouvertes", seules zones franches ouvertes aux capitaux étrangers, sous stricte contrôle de l'Etat chinois, où ont été installées des entreprises étrangères ou mixtes qui bénéficient du dédouanement), avec un important effort de subvention de l'Etat pour l'équipement et l'industrialisation de ces régions au détriment de la Chine intérieure. Même si seulement 4 millions de travailleurs (sur les 128 millions de la population active citadine) sont concernés par ces entreprises qui représentent 1 % de la production industrielle du pays, elles ont marqué la volonté des dirigeants chinois de s'ouvrir au marché capitaliste et aux technologies nouvelles ;

- les populations urbaines, elles, n'ont guère été favorisées par ces dix années, même si rares sont les Chinois qui regrettent la période d'insécurité de la révolution culturelle. La modeste avancée du niveau de vie a été contrebalancée par la précarité de l'emploi et, surtout, ces dernières années, par l'inflation galopante. Aussi, l'introduction des réformes dans l'entreprise s'est soldée, même partiellement, par le contrôle des horaires et l'augmentation des normes de production ;

- enfin, l'introduction d'éléments de marché "libre", en dehors même des zones économiques spéciales, a entraîné un développement impétueux de la cor-

ruption et du marché noir, même dans le domaine industriel.

Par ailleurs, sur le terrain des libertés politiques, au-delà des grandes déclarations sur la séparation du Parti et de l'Etat, la mainmise de la bureaucratie sur la vie politique et économique s'est lourdement maintenue, entraînant notamment un mécontentement grandissant parmi les intellectuels et la jeunesse étudiante.

Toutes les contradictions économiques et sociales ont commencé à se cristalliser en 1988, lorsque, face au dérèglement économique, la direction du Parti communiste, conseillée en cela par le Fonds monétaire international (FMI), a lancé un plan d'austérité de grande envergure, dans le cadre de "la politique de rectification".

### Inflation et austérité

La libéralisation à la campagne et la corruption ont alors commencé à conjuguer leurs effets, notamment par une augmentation vertigineuse du prix des engrais et de la production céréalière. L'Etat ne pouvait plus payer comptant les paysans sans répercuter la hausse des prix dans les villes. En quelques semaines, durant l'été 1988, les prix des produits de première nécessité dans les villes ont augmenté de plus de 50 % entraînant des phénomènes de panique. Le plan d'austérité, lancé à l'automne de la même année, visait à juguler cette inflation en mettant un frein à la libération des prix agricoles et en faisant porter le poids des restrictions aux populations urbaines. Parallèlement, le mécontentement populaire montait comme l'a témoigné une enquête réalisée dans une vingtaine de villes chinoises. Dans cette étude, il apparaissait nettement que la hausse des prix, la montée des inégalités, les incertitudes face à l'avenir constituaient les premières préoccupations des salariés (1). Les auteurs de cette enquête dénonçaient les abus de pouvoir des cadres du Parti, la corruption et l'enrichissement éhontés de certains.

De même, le sous-emploi rural commençait à gonfler sérieusement la population urbaine de travailleurs "clandestins" : on en comptait de 1 à 2 millions dans chacune des trois principales villes du pays (Shanghaï, Pékin, Canton).

Le mécontentement se généralisait parmi les populations urbaines, mis à part les quelques nouveaux riches et, comme à d'autres occasions, les intellectuels furent le ferment de la révolte. Ceci ne doit cependant pas faire oublier, et il faudra y revenir, que la crise des campagnes, profonde et durable, prenait inévitablement, sous d'autres formes, une importance considérable dans un pays à 80 % rural.

La tradition chinoise a toujours fait des intellectuels les valets méprisés du pouvoir. La révolution chinoise, venue des campagnes, laissa cette situation en état, l'aggravant même lorsque la révolution culturelle prit comme cible les intellectuels.

### Les intellectuels face au pouvoir

La politique de Deng, la modernisation, était pourtant censée s'appuyer sur les élites, notamment les chercheurs et les universitaires à qui on a demandé de devenir les ambassadeurs de la Chine auprès des pays capitalistes.

Durant ces dix années, les intellectuels furent non seulement laissés à l'écart du pouvoir, mais, surtout, leurs conditions de vie élémentaires et leurs salaires restèrent en dessous de ceux des autres couches sociales. Le professeur vendant des casse-croûte à ses élèves pour joindre les deux bouts n'est pas une image d'Epinal.

Evidemment, ce sentiment d'injustice fut accentué pour tous ceux, chercheurs et étudiants, qui furent amenés à comparer la place faite aux scientifiques de haut niveau dans les pays capitalistes.

Le rôle d'impulsion réel joué par ces



cercles intellectuels dans le lancement et la stimulation du mouvement est plus que prouvé (2).

Ce réseau, souvent lié au courant dit réformateur (Hu Yaobang, Zhao Ziyang) traduisait d'ailleurs la filiation revendiquée par le mouvement de 1979 avec le Printemps de Pékin de 1979, mouvement plus limité que celui de 1989 mais qui vit l'éclosion de nombreuses revues de critique radicale de la bureaucratie, en conjonction avec le mouvement des "plaignants", victimes de la révolution culturelle qui réclamaient justice à Deng Xiaoping. A l'époque, Deng réprima radicalement ce mouvement et sa principale figure, Wei Jingsheng, est toujours emprisonné (3). Mais cette impulsion et le rôle joué par ces cercles d'universitaires ne doit pas faire oublier les caractéristiques essentielles du mouvement de 1989.

S'il n'a pas eu la richesse politique de celui de 1979, le mouvement a été marqué par une ampleur remarquable et s'est étendu à l'ensemble de la population urbaine ; il a surtout vu l'éclosion d'organisations indépendantes du pouvoir. Des dizaines d'associations étudiantes, dont l'Union autonome des Etudiants de Pékin ont fleuri en quelques semaines.

Les mouvements précédents, auxquels on peut comparer celui de 1989, semblaient se déterminer en fonction des luttes de fraction au sein du Parti. La caractéristique essentielle de celui de 1989 est que la revendication principale du droit à pouvoir s'organiser librement s'est rapidement dégagée ; la population voulait former ses propres associations et nombre de discours et de tracts expliquait que la seule garantie face à la corruption et pour les droits démocratiques était la vigilance organisée.

Pratiquement aucun courant réel portant la création d'un nouveau parti ne s'est dégagé, à la fois pour ne pas heurter frontalement le pouvoir et aussi par absence de mûrissement suffisant du mouvement. La tendance dominante voulait mettre le Parti "sous surveillance", sachant qu'aucune fraction, même le courant de Zhao Ziyang, n'était réellement favorable à ses revendications.

Pour saisir les limites et la portée du mouvement de mai-juin 1989, il faut le resituer dans le contexte des luttes politiques à l'œuvre dans la société chinoise.

Depuis 1948, le Parti communiste chinois monopolise la vie politique de la Chine. Mais, à la différence du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) ou de ses pseudopodes d'Europe de l'Est, le PCC a toujours connu une intense lutte de fractions publique, de nombreux tournants et des tourmentes, dont évidemment celle de la révolution culturelle. L'appareil et la direction du Parti représentent donc la somme et le cumul de l'ensemble de ces politiques. En effet, à chaque tournant, seule une petite partie des protagonistes de la politique antérieure furent mis à l'écart. Ainsi, après la mort de Mao et l'élimination de la "bande des quatre" (4),

1) Zhu Qingfang "L'état d'esprit des travailleurs urbains en 1988", Liaowang, Pékin, n° 2- publié en français dans PPS n° 612.

2) Voir notamment l'enquête de Romain Franklin dans *Libération* du 25 avril 1990.

3) En 1978, les intellectuels chassés des universités et renvoyés aux champs qui protestaient sont devenus les porte-parole de tous les gens frappés par la révolution culturelle. Les manifestations étudiantes eurent lieu en octobre 1979.

4) Ce groupe de dirigeants du PCC (dont la veuve de Mao) avait soutenu Mao lors du lancement de la révolution culturelle contre les autres fractions du Parti. Au pouvoir après la chute de Lin Biao, ils poursuivent la politique de la révolution culturelle avant d'être mis en cause à la suite des émeutes de 1976. Arrêtés en septembre 1976, ils ont été jugés et condamnés en 1980-81.

la plupart des cadres provinciaux maoïstes restèrent en place... Il y a une cohésion d'appareil très grande à l'intérieur d'une bureaucratie qui, à la différence de la bureaucratie stalinienne, s'est forgée directement à partir de la direction révolutionnaire. Il faut d'ailleurs noter que cette lutte intense de fractions ne s'est traduite jusqu'à présent que par très peu d'éliminations physiques dans la haute sphère dirigeante (à part celles de Lin Biao en 1971 et de la "bande des quatre").

Le mouvement de 1989 s'en prenait à l'ensemble de la bureaucratie et de la direction du Parti communiste, jugée globalement responsable de la corruption, des inégalités et de l'absence de libertés démocratiques ; ceci prouve le discrédit croissant de la bureaucratie dans son ensemble. Le mouvement démocratique de 1978 manifestait, lui, à tort sa confiance en Deng Xiaoping pour établir une réelle démocratie socialiste et rendre justice aux victimes de la bureaucratie.

Cette différence constitue une rupture fondamentale dans la conscience de masse : plus aucun dirigeant du Parti ne semble capable de restaurer une confiance dans le PCC. C'est dans ce même mouvement qu'est apparue avec force l'exigence et la mise sur pied d'organisations autonomes, symbole de cette absence de confiance dans une aile quelconque de la bureaucratie.

En même temps, et ce n'est pas contradictoire, les étudiants, au moins ceux de Pékin, avaient le sentiment d'être soutenus par une aile du Parti. En 1986, Hu Yaobang avait été limogé de la présidence du Parti pour avoir refusé d'envoyer l'armée contre le mouvement étudiant qui manifestait surtout pour protester contre ses mauvaises conditions de vie dans les universités ; depuis, il était devenu une sorte de martyr pour les jeunes. En 1989, de même, les dirigeants étudiants ont joué consciemment la pression sur l'aile dite libérale de la direction autour du Premier secrétaire Zhao Ziyang, pour voir aboutir des revendications qui, pendant plusieurs semaines, se sont limitées à la simple reprise de slogans officiels (contre la corruption, pour l'indépendance de l'Assemblée nationale populaire — ANP — et du gouvernement vis-à-vis du PCC).

Cette politique, qui essayait de jouer une aile du PCC contre une autre et exigeait la concrétisation des promesses officielles, explique l'énorme sentiment de légitimité qu'a eu le mouvement — essentiellement conforté d'ailleurs par l'adhésion de toute la société urbaine — son audace insolente face au pouvoir —



illustrée par le refus d'évacuer Tiananmen malgré la proclamation de la loi martiale — et l'exigence de négociations d'égal à égal avec le pouvoir. Le mouvement a aussi été marqué par un légalisme forcené qui, jusqu'au bout, refusera d'envisager une épreuve de force directe. C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre le rôle joué par plusieurs intellectuels proches de Zhao Ziyang, sinon dans la direction, du moins, dans la liaison permanente entre les dirigeants du mouvement et des hauts cadres du Parti. C'est dans ce contexte aussi qu'il faut comprendre la revendication d'unions autonomes (d'organisations indépendantes), qui fut une traînée de poudre dans les principales villes du pays, comme l'expression d'une profonde maturation politique. Là, l'expérience des mouvements antérieurs (1978, 1986) a porté ses fruits.

### L'éveil de la classe ouvrière

Il est, par contre, frappant de constater qu'en ce qui concerne une vision plus globale de la société et des revendications économiques et politiques, les étudiants ont été bien en deçà du mouvement de 1978 et ont répercuté en fait les thèses développées par Deng et Zhao eux-mêmes sur l'ouverture à l'Occident et la libéralisation. Mais ces exigences sont restées quasiment au second plan ; les questions les plus souvent mises en avant étant celles des droits démocratiques et de la corruption. Cette orientation générale apparaît plus visible aujourd'hui dans les déclarations faites par des porte-parole de la Fédération pour la démocratie en Chine, issue du mouvement en exil.

L'autre élément majeur de ce mouvement a été l'entrée en scène des ouvriers des villes. Déjà l'année 1988 avait vu la multiplication des grèves. Là, l'aiguillon du mouvement étudiant a eu comme répercussion l'apparition discrète de cor-

tèges ouvriers le 27 avril 1989 et massive lors de la grande manifestation du 17 mai 1989. C'est de ce jour que date la mise sur pied à Pékin de l'Union autonome des ouvriers qui — malgré sa courte existence et ses quelques centaines de membres — a rencontré un grand écho dans toutes les usines de Pékin, inspirant la création d'unions identiques dans toutes les villes du pays. Il est incontestable que, même dans leur caractère limité et élémentaire, les déclarations publiées par l'Union autonome des ouvriers de Pékin manifestent clairement l'exigence de voir les ouvriers assumer réellement le pouvoir : « *La République populaire de Chine est sous la direction de la*

*classe ouvrière, nous avons le droit de chasser tous les tyrans.* » Face au caractère politique plus confus des déclarations étudiantes, celles des ouvriers pouvaient donner une dynamique puissante à un mouvement auquel participaient ouvriers et chômeurs des grandes villes. Quoiqu'il en soit, le pouvoir, toutes fractions confondues, ne pouvait accepter le développement d'un mouvement qui contestait directement la bureaucratie et dans lequel les ouvriers commençaient à s'organiser.

### Le massacre de Tiananmen

Le massacre du 4 juin fut l'aboutissement de la crise au sein de la direction et évidemment un aveu de faiblesse, alors que la population de Pékin défiait la loi martiale.

Ce n'était pas un coup d'Etat militaire, mais une décision bel et bien assumée par la direction du Parti dans son ensemble, même si le Premier secrétaire en fit les frais ; elle ne traduisait donc ni un tournant radical de la politique du Parti, ni une liquidation massive de son aile libérale. Preuve en est que l'Assemblée nationale, majoritairement favorable à Zhao Ziyang, a assumé complètement le bilan de la répression. En contre-partie, ce dernier, même écarté de son poste, n'a pas été désigné comme responsable du mouvement et nombre de ses collaborateurs ont gardé leurs postes.

Le mouvement de mai-juin avait trouvé un écho favorable chez de nombreux militants et cadres locaux du Parti, beaucoup d'entre eux participant aux manifestations. Le mouvement et la répression ont mis en lumière un affaiblissement du rôle de l'armée dans les sphères dirigeantes de la bureaucratie dont témoigne d'ailleurs le plus grand rôle pris par Yang Shangkun — qui avait fait partie du groupe des "28 bolchéviques" qui, dans les an-

nées 20, étaient des partisans de Staline et s'étaient opposés à Mao —, actuel président de la République et plusieurs de ses proches.

La situation chinoise connaît une différence essentielle par rapport à celle des autres pays d'Europe de l'Est. Le pays a vécu dix ans de réformes économiques et le mouvement de mai 1989 était à la fois porteur d'exigences démocratiques comparables à celles apparues en Europe de l'Est et de revendications sociales

dûes directement aux effets négatifs de la réforme engagée. Ce double phénomène se traduira inévitablement dans les prochains mouvements.

Les dirigeants chinois ont engagé depuis deux ans une "politique de rectification", de "réforme dans la réforme", qui vise justement à prévenir et limiter les plus graves conséquences des mesures économiques, en particulier la crise urbaine. Mais la plupart des problèmes actuels découlent directement de cette réforme, notamment le déséquilibre entre l'intérieur du pays et les zones côtières, le développement de la corruption, du népotisme et des privilèges.

### Quel avenir ?

Or, le fond de cette politique d'introduction du marché et d'appels aux règles et aux investissements capitalistes n'est nullement remise en question par la bureaucratie. Les pays capitalistes, de leur côté, ont surtout utilisé la situation pour obtenir de plus grandes facilités et des placements plus intéressants. Le boycott ou la rupture des relations économiques n'ont été que des leurre idéologiques. Ainsi, le président Bush a envoyé discrètement un de ses conseillers dès le mois de juillet 1989 et s'est opposé à toute prise de position « excessive » du Congrès des Etats-Unis contre le gouvernement chinois.

Dans les campagnes, plusieurs facteurs de crise se cumulent : aggravation du chômage chez les paysans, accentué depuis un an par la fermeture d'un grand nombre d'industries rurales ; impossibilité pour le gouvernement de payer les récoltes aux prix demandés par les paysans et réduction de tous les investissements agricoles traduisant l'inquiétude générali-



sée de ces derniers. Ainsi, la couche de la paysannerie qui avait profité de la réforme va elle-même créer un déséquilibre qui accentuera la pénurie et la cherté des produits alimentaires dans les villes. De même, le maintien de l'austérité contre les salariés dans les villes ne pourra qu'entretenir le mécontentement profond des couches urbaines et augmenter le nombre des sans-emploi.

Quant à la corruption et à l'augmentation des inégalités, elle est le produit à la fois du pouvoir de la bureaucratie et de

la poursuite d'une politique qui entraîne l'enrichissement artificiel de quelques uns. Le pouvoir lui-même programme la mise au chômage de 20 à 30 millions d'ouvriers urbains dans les prochaines années, qui s'ajouteront aux 30 millions de chômeurs reconnus actuellement. Les réformes sociales accentuent le démantèlement du système de protection sociale. Ainsi, le financement par l'Etat des services médicaux n'a cessé de diminuer ; de même, le prix des loyers, jusque là modique, devrait augmenter d'environ 500 %... accentuant une discrimination sociale dans l'accès au logement.

D'autre part, le contexte international n'est guère favorable à la bureaucratie chinoise. Les mouvements à l'Est ne vont que renforcer le volonté des intellectuels d'en finir avec l'absence de droits démocratiques. De plus, ce contexte diminue l'intérêt politique majeur qu'avaient, dans

les quinze dernières années, les pays capitalistes vis-à-vis de la Chine face au glacis soviétique. Au niveau économique, la pénétration économique de certains pays de l'Est peut sembler plus facile. On peut donc penser qu'une nouvelle crise se produira à brève échéance, d'autant plus que la mort prochaine de Deng remettra sans doute en cause le fragile équilibre élaboré en juin 1989 au sommet du pouvoir.

Seuls quelques réseaux clandestins d'opposition et de résistance ont sans doute pu se maintenir depuis l'année dernière. Le gouvernement a affirmé, en novembre 1989, avoir démantelé une nouvelle Union autonome d'étudiants de Pékin. La féroce répression qui a frappé les ouvriers limite aussi sûrement le maintien de noyaux urbains. Quant à la Fédération pour la démocratie en Chine, constituée dans l'exil, elle rassemble surtout dans sa direction d'anciens proches de Zhao Ziyang comme Yang Jiaqi, ancien directeur de l'Institut de Sciences politiques, ou Xan Rennan, ancien directeur d'une grande entreprise privée, qui était à la pointe de la réforme économique. Ceux-ci se font désormais les porte-parole d'une restauration du capitalisme, et condamnent la révolution chinoise de 1949. C'est pourtant bien contre les conséquences de cette réforme économique "pro-capitaliste" que le mouvement de 1989 s'est soulevé !

Pour autant, une perspective réellement socialiste et révolutionnaire aura son chemin à faire dans un pays où, au nom du socialisme et de la planification, les bureaucrates du PCC ont accumulé lors des premières réformes — faites sous les auspices du Grand bond en avant ou de la révolution culturelle — misère et injustices.

★

15 mai 1990

### Articles parus sur la Chine dans *Inprecor*

#### ° N° 288 du 15 mai 1989

L'étincelle étudiante

Ernest Mandel

« Nous étudiants, nous exigeons »

DOCUMENT

#### ° N° 289 du 29 mai 1989

Comment avancer ?

DOCUMENT

Chroniques de Pékin

Laurent CARASSO

#### ° N° 290 du 12 juin 1989

Les racines du mouvement étudiant

Entretien avec G. BUSTER

Le développement de l'entreprise privée

Zhang KAI

Point de repères chronologiques

CHRONOLOGIE

Un tournant historique

Entretien avec Roland LEW

Réformes marchandes et pénurie

Lin FENG

Contre-révolution bureaucratique

DOCUMENT

#### ° N° 290 du 7 juillet 1989

La résistance ouvrière

Entretien avec LEE Cheuk Yan

La difficulté de rompre

Entretien avec LEUNG Hon Noi

« Il n'y a plus une parcelle de vérité dans toute la Chine »

DOCUMENT

# Gauche syndicale

Tandis que plus d'un an après la grève générale du 14 décembre 1988 (voir *Inprecor* n° 279 du 9 janvier 1989), la prochaine phase de négociations entre le gouvernement socialiste et les deux principales centrales syndicales — l'Union générale des travailleurs (UGT), et les Commissions ouvrières (CCOO) — doit commencer, l'Etat espagnol connaît une série de mobilisations, comme la grève de trois jours lancée le 10 mai 1990 par les syndicats du secteur bancaire privé pour réclamer des augmentations de salaires.

*Inprecor* a rencontré Joaquín Nieto, membre de la Commission exécutive confédérale des Commissions Ouvrières (CCOO) et l'un des principaux animateurs du courant de la Gauche syndicale des CCOO, pour faire le point sur l'évolution de la direction de cette confédération et sur les réponses avancées par la Gauche syndicale à la situation.

**INPRECOR :** *Qu'est-ce que la Gauche syndicale ?*

**Joaquín NIETO :** Nous avons choisi ce nom car c'est celui qui correspond le mieux à ce que nous sommes : la gauche du syndicalisme. Par gauche syndicale, on entend un syndicalisme alternatif à celui des directions syndicales traditionnelles et réformistes, plus combatif et démocratique. Déjà, lors de la recomposition du mouvement ouvrier dans les années 60-70 a surgi un secteur critique au réformisme (1). Une aile gauche a toujours existé dans les Commissions ouvrières, qui sont pluralistes depuis leur formation comme grand mouvement socio-politique anti-franquiste ; notre courant représente la continuité de cette gauche. Notre courant est apparu clairement lors du IIIe Congrès des CCOO, en 1984 quand, pour la première fois, l'opposition de gauche a présenté une liste alternative pour l'élection de la Commission exécutive. Trois ans après, au IVe Congrès, ce courant avait avancé, obtenant 8 % des voix et quatre postes à la Commission exécutive confédérale.

♦ *Tout au long de cette période, quelle a été l'expression de ce syndicalisme plus combatif et démocratique dont tu parles ?*

A la fin de la dictature, en 1975, il existait clairement une ligne de partage, sur le terrain politique, au sein de la gauche entre les forces réformistes qui défendaient un processus graduel de ré-

forme et les révolutionnaires favorables à une rupture totale. Ce processus graduel de réforme a déterminé la transition, caractérisée par le consensus entre la droite et le réformisme, et son pendant syndical : les pactes sociaux dans la ligne du Pacte de la Moncloa (2).

Il faut savoir qu'à la fin de la dictature, il existait un mouvement de masse en pleine croissance qui a dû être désamorcé pour permettre la stabilisation du régime de la réforme. Cette époque coïncide avec la période la plus grave de la crise économique ; le gouvernement devait tout faire pour que les travailleurs acceptent les sacrifices et participent à sa politique d'austérité ; les pactes sociaux ont donc eu cette double fonction. Le syndicalisme fut alors traversé par un clivage entre partisans et opposants du Pacte. Durant ces dix années, la Gauche syndicale — de la fin des années 70 à la fin des années 80 — s'est caractérisée par son opposition aux pactes et à l'austérité, proposant une résistance aux politiques agressives des gouvernements et du patronat ; tout un secteur de cadres et de militants syndicaux s'est formé sur ces positions.

Les pactes furent un des motifs de rupture entre le Parti communiste espagnol (PCE) et le courant majoritaire des CCOO, au début des années 80. La direction des Commissions proposa au IVe Congrès (1987) l'abandon de la politique des pactes pour améliorer le climat interne et dépasser les contradictions de cette politique dite de "solidarité nationale". Nous tirons un bilan positif de cette

période car elle nous a permis d'accumuler des forces et d'exercer une pression réelle sur l'ensemble du mouvement syndical. Maintenant, les temps ont changé, fort heureusement, il n'existe plus de pactes sociaux et la Gauche syndicale à d'autres batailles à mener.

♦ *En abandonnant cette politique, les CCOO sont devenues plus actives et plus mobilisatrices, appelant notamment (seules) à une grève générale en 1985, puis à celle du 14 décembre 1988, avec l'Union générale des travailleurs (UGT). Un an après, les négociations ont repris. Pourquoi ? Ne s'agit-il pas de nouveaux pactes ?*

La grève générale de décembre 1988 a entraîné une perte de légitimité du gouvernement et augmenté la combativité des travailleurs. Le gouvernement a vu qu'il fallait qu'il change quelque chose pour avoir une relative paix sociale. Auparavant, il était seulement disposé à concéder quelques miettes, exigeant en contrepartie que les syndicats l'aident dans sa politique économique et sociale, mais cela n'a pas pu freiner le mécontentement et les mobilisations. Aujourd'hui, le gouvernement veut acheter un climat de paix sociale et, ne pouvant plus faire assumer aux syndicats sa politique socio-économique, il cherche au moins à éviter la confrontation. Les accords syndicats-gouvernement ont effectivement représenté, quelques conquêtes importantes pour les travailleurs. La plus importante est le droit à la négociation collective dans la Fonction publique, qui concerne 1 300 000 salariés, avec une clause de révision salariale qui est une espèce d'échelle mobile annuelle. Ces conquêtes ont été obtenues sans contreparties, c'est-à-dire sans sacrifices en échange ; voilà ce qui différencie qualitativement ces accords des pactes sociaux.

♦ *Cette nouvelle situation est complexe pour la gauche syndicale qui, ou bien refuse ces accords et se coupe des travailleurs pour qui il s'agit de conquêtes, ou approuve totalement la ligne des directions syndicales majoritaires...*

Je crois que la Gauche syndicale a été capable de voir ce qui était positif dans les accords sans cacher leurs carences et

1) Les Commissions ouvrières ont été créées à la fin des années 60 ; ce n'était pas alors un syndicat au sens propre du terme mais plutôt un mouvement social et politique.

2) Le Pacte de la Moncloa a été signé le 30 juillet 1977 entre le gouvernement et les syndicats, destiné à assurer "la paix sociale" de l'Espagne post-franquiste.

leurs problèmes. Ces accords sont limités car que ce qui est concédé ne représente qu'une partie des revendications syndicales, et que l'essentiel de la politique socio-économique du gouvernement n'est pas remise en cause. Et pourtant celui-ci a réussi à désamorcer la confrontation grâce à l'attitude des directions syndicales qui, depuis la grève générale du 14 décembre 1988, ont maintenu une trêve sociale qu'elles espèrent maintenant prolonger indéfiniment. Mais les conquêtes arrachées sont le fruit de la grève générale et la trêve sociale nous a empêché de gagner sur le reste. Si nous voulons obtenir toutes les revendications, de nouvelles mobilisations seront nécessaires et nous devrons remettre en cause la politique gouvernementale. C'est, en tout cas, ce que nous défendons. Dans ces conditions, tandis que s'ouvre une seconde phase de négociations, les choses vont être beaucoup plus difficiles pour les syndicats. Notre appel à retourner sur le terrain de la mobilisation peut ouvrir plus de perspectives.

◆ *Quel est le profil actuel de la Gauche syndicale dans les CCOO ?*

D'abord, nous nous battons pour la mobilisation et la grève que le réformisme veut toujours éviter. Nous sommes conscients qu'elles sont nécessaires, non seulement pour obtenir des revendications immédiates, mais aussi comme forme d'apprentissage pour les travailleurs ; c'est le seul moyen de modifier le rapport de forces en leur faveur. Quand une grève démarre, les réformistes veulent toujours qu'elle soit la plus courte et la mieux contrôlée possible ; au contraire, nous cherchons à ce qu'elle soit aussi dure et longue que possible.

Dans le domaine des revendications, nous avons notre propre profil, plus radical, tant sur les transformations économiques en profondeur, que sur les exigences les plus élémentaires : les 35 heures, la suppression des contrats de travail précaire, etc.

La participation de la base et la démocratie syndicale sont d'autres éléments clés pour nous. Les réformistes, quand ils parlent de participation, se réfèrent à une attitude passive des travailleurs, nous voulons, quant à nous, qu'elle soit active. La direction des CCOO organise des assemblées d'information où seuls les chefs parlent ; nous voulons que tout le monde puisse s'exprimer et que l'on respecte les

décisions prises. Nous avons connu des expériences comme celle du secteur bancaire — qui compte 150 000 salariés — où les travailleurs ont suivi l'appel lancé par la gauche syndicale et refusé par référendum la signature d'une convention qui a cependant été signée par les directions confédérales.

Enfin, ce qui nous distingue des réformistes c'est que nous avons une autre conception socio-politique du syndicalisme.

Face à un syndicalisme réformiste institutionnalisé et fidèle au système, la gauche syndicale se bat pour un syndicalisme qui veut changer les choses : nous pensons que les syndicats doivent être actifs sur toutes les questions

d'émancipation qui remettent en cause la société.

Ils doivent prendre position vis-à-vis de la lutte féministe et pacifiste. Sur ces terrains, nous avons constitué une réelle avant-garde dans les CCOO pour qu'elles

s'ouvrent à la question féministe, à la critique anti-nucléaire et à la défense du milieu naturel, au pacifisme anti-OTAN et à l'antimilitarisme des objecteurs et des insoumis, à la solidarité active et pas seulement diplomatique avec le Nicaragua ou le Salvador... Dans l'Etat espagnol, un aspect particulier nous caractérise : la Gauche syndicale ne se compromet pas avec le régime réformateur ni avec la Constitution espagnole — que la direction du syndicat accepte et couvre — parce qu'un syndicalisme de gauche doit être intransigeant dans la défense de toutes les libertés démocratiques, y compris sur la question du droit à l'autodétermination, que nous défendons activement.

◆ *Quand tu parles du syndicalisme de gauche, parfois il semble que tu te réfères à la Gauche syndicale des CCOO et d'autres fois à quelque chose de plus large.*

Le syndicalisme de gauche va au-delà de la Gauche syndicale des CCOO, particulièrement dans des nations opprimées comme l'Euskadi, la Galice ou les Canaries, où la majorité des syndicalistes combattifs sont sur des positions syndicales liées au nationalisme radical. Il existe aussi certains groupes isolés, d'entreprise ou de branche, qui ne voient pas la nécessité de s'organiser dans les syndicats majoritaires, comme dans beaucoup d'autres pays. Il existe en outre une petite organisation qui est issue de l'histoire de la

Confédération nationale du travail (CNT, de tendance anarcho-syndicaliste)... Cela suppose, une grande dispersion de forces. Le grand avantage de la Gauche syndicale des CCOO dans ce panorama éclaté, c'est qu'elle rassemble un secteur très significatif de syndicalistes de gauche qui travaillent dans une grande confédération qui, à son tour, réunit la majorité des salariés combattifs et bénéficie d'un prestige important dans la classe ouvrière.

◆ *Quel est le poids de la Gauche syndicale dans les CCOO ?*

Notre représentation au IVe Congrès confédéral a obtenu 8 % des mandats. Dans les principales zones industrielles et dans les bastions les plus importants du syndicalisme, notre implantation est solide : Madrid, Catalogne, Euskadi, la métallurgie, les transports... Nous sommes présents dans presque toutes les directions des organisations régionales et dans les fédérations de branches de la confédération. Nous présentons des listes alternatives dans les congrès locaux qui doivent compter avec l'aval de 10 % des participants. Récemment, lors d'une conférence de la Fonction publique (qui coordonne les fédérations de l'enseignement, de la santé, de l'administration publique et des postes), notre score approchait de 15 %. Cela montre qu'il s'agit d'une implantation étendue à l'ensemble du syndicat.

Le Manifeste que nous avons publié autour du 1er Mai 1989, a été signé par 2 000 cadres des CCOO. Il exigeait que la direction du syndicat mette fin à la trêve concédée au gouvernement et qu'elle convoque de nouvelles mobilisations, y compris une autre grève générale. Les 2 000 cadres — des militants avec des responsabilités de direction dans le syndicat qui se reconnaissent dans nos propositions — représentent une petite implantation par rapport à l'ensemble du mouvement syndical, mais elle est significative. De plus, ces cadres ont participé à beaucoup de luttes et sont reconnus comme des dirigeants par les travailleurs.

◆ *Le Ve Congrès des CCOO aura lieu en 1991, crois-tu que votre courant maintiendra la représentativité qu'il a obtenue en 1987 ?*

La Gauche syndicale maintiendra son implantation, ses militants et sa reconnaissance parmi les travailleurs. En outre, sensibles comme nous sommes à la situation spécifique de la jeunesse travailleuse, nous avons dirigé certaines des luttes des jeunes qui arrivent dans le monde du travail. Mais notre poids au Congrès dépendra sans doute en partie des normes de



fonctionnement, celles-ci étant d'habitude préjudiciables aux minorités ; il faudra voir aussi si l'attitude de la majorité est plus tolérante ou, au contraire, plus bureaucratique. Si elle agit bureaucratiquement, nous pouvons avoir des difficultés pour maintenir notre représentativité et nous voir pénalisés parce que nous apparaissions aujourd'hui comme l'unique courant d'opposition réel dans les Commissions.

Il reste un secteur de ce qu'on a appelé les "pro-soviétiques" (liés à la fraction qui avaient quitté le PCE) qui continue à avoir des positions combatives ; nous voudrions nous regrouper avec ce courant pour forger une alternative de gauche pour les prochains congrès. Nous verrons si c'est possible.

◆ *Quelles forces composent actuellement la Gauche syndicale ?*

Elle a d'abord une composante politique, la gauche révolutionnaire ; ensuite il faut savoir que ce courant n'est pas une force politique qui agirait dans les CCOO, mais qu'il se définit comme une alternative syndicale. Le courant majoritaire est appuyé par le PCE et l'immense majorité des cadres du syndicat appartient à ce parti ; ensuite, il y a deux partis révolutionnaires dont les militants interviennent dans les CCOO et appuient la Gauche syndicale, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, section de l'Etat espagnol de la IVe Internationale) et le Mouvement communiste (MC). Mais cette Gauche syndicale s'est aussi construite dans toutes les batailles qui ont eu lieu au long de ces vingt dernières années dans les Commissions. Il y a beaucoup d'hommes et de femmes, de dirigeants syndicaux hors pair, qui, sans militer dans la LCR ou dans le MC, partagent les positions de la Gauche syndicale et se battent dans ce cadre.

◆ *La Gauche syndicale se présente comme un courant et dans les Commissions ouvrières on reconnaît le droit de tendance. Cependant, la Gauche syndicale n'a toujours pas ce droit. Pourquoi ?*

Effectivement, la Gauche syndicale est une tendance *de facto* mais pas *de jure*. Tout le monde nous reconnaît comme un courant de fait : dans les médias, parmi les travailleurs, et aussi au sein du syndicat. Mais la direction se refuse à reconnaître nos droits. En fait, le courant majoritaire considère que le syn-



dicat lui appartient et décide seul de ce qu'il considère bon d'y faire. Aujourd'hui, il existe un minuscule courant reconnu officiellement dans les CCOO, le courant Socialiste autogestionnaire (CSA). Pourquoi le CSA et pas nous ? La réponse est simple : le CSA se situe à la droite de la direction et permet de faire croire qu'il y a une composante socialiste dans les CCOO ; la direction juge que ce n'est pas dangereux et que cela favorise l'image des Commissions. Avec la Gauche syndicale, c'est le contraire : d'un côté, ce courant est plus radical, image du syndicat que la direction veut éviter de donner ; d'un autre côté, nous représentons un danger puisque nous aspirons à disputer l'hégémonie au courant majoritaire.

Mais, ce qui est important, c'est que nous existons. Dans les congrès, nous pouvons présenter des listes alternatives lors de l'élection de la direction et les organes sont formés proportionnellement au nombre de votes obtenus par chacune des listes. Si un courant participe et obtient des postes dans la majorité des 300 ou 400 congrès qui se réalisent périodiquement dans le cadre de la préparation du congrès confédéral, sa reconnaissance est un fait indéniable. C'est notre cas.

◆ *D'après ce que tu dis, il semble que les limites sont imprécises entre les activités de tendance qui sont acceptables et celles qui ne le sont pas ? Comment faites-vous pour que vos opinions soient connues à l'intérieur comme l'extérieur du syndicat ?*

A l'intérieur, nous participons aux débats de toutes les instances du syndicat, depuis les assemblées de délégués et de syndiqués jusqu'à l'exécutif confédéral. Notre courant est un véritable animateur de ces débats et nous avons obtenu une grande liberté d'expression interne. Les problèmes surgissent avec le droit d'ex-

pression publique ; ce droit est concédé dans les statuts, mais seulement à titre individuel. Moi, par exemple, je peux m'adresser à la presse et exposer mon opinion sur n'importe quelle action ou décision de l'exécutif des CCOO ; je peux critiquer publiquement la direction sans que cela comporte, en principe, des problèmes mais nous ne pouvons pas le faire en tant que courant. Alors nous nous arrangeons pour que le courant apparaisse en tant que tel : ainsi, par exemple, quand nous nous adressons individuellement aux médias nous le faisons, de fait, comme porte-parole de la Gauche

syndicale. Nous organisons aussi des initiatives qui ont des répercussions publiques, comme le Manifeste des 2 000 évoqué plus haut. En Euskadi, la Gauche syndicale édite un bulletin qui est diffusé parmi les membres des Commissions. Nous ne voulons pas que nos opinions soient connues seulement à l'intérieur de nos rangs et encore moins qu'elles restent enfermées entre les quatre murs des salles où se réunit la direction. Nous voulons toucher chaque fois plus de travailleurs ; et nous continuerons à le faire.

◆ *Vous devez donc apparaître en tant que courant tout en évitant le choc avec la bureaucratie.*

Oui, mais ce n'est pas toujours possible. Dans les Commissions, comme dans la Confédération générale italienne des travailleurs (CGIL), il existe quelques droits démocratiques qu'il est difficile de rencontrer dans d'autres syndicats européens, mais nous nous heurtons à un problème capital : l'accaparement par le courant majoritaire qui ne tolère pas que la Gauche syndicale prenne la majorité dans aucune des organisations importantes du syndicat. Les expériences sur ce terrain sont très négatives : quand la gauche dirigeait l'Union provinciale de Navarre, en Euskadi, sa direction fut destituée bureaucratiquement ; la même chose s'est passée quand elle dirigeait le syndicat de Giron, la plus importante ville industrielle des Asturies. L'exécutif des CCOO a aussi dissout le syndicat d'une des entreprises de SEAT-VW, la principale entreprise industrielle de l'Etat espagnol, dirigée par la Gauche syndicale. Nous pourrions difficilement aspirer à conquérir la majorité de la direction des CCOO si nous sommes victimes de la répression bureaucratique dans les endroits où nous l'avons déjà gagnée.

★  
Propos recueillis par José Lopez  
Avril 1990



**ALORS QUE** la crise lituanienne s'approfondissait et que les gouvernements occidentaux montraient de plus en plus clairement qu'ils n'appuieraient pas la cause nationale, les mouvements

démocratiques de Russie et ceux des nationalités opprimées de l'Union soviétique affichaient un soutien décidé aux irréductibles de Vilnius. Le Mouvement ukrainien pour la restructuration (Roukh), l'équivalent ukrainien des fronts populaires baltes (2), a fait parvenir un message de solidarité à l'occasion du congrès extraordinaire de Sajudis, le 23 avril 1990 ; on y notait également la présence d'Edgar Savisaar, dirigeant du Front populaire estonien, et actuel Premier ministre de la République d'Estonie.

Le 15 avril dernier, le Front populaire estonien a publié une longue déclaration de soutien à la Lituanie : « *Le Front populaire estonien appelle toutes les entreprises, institutions, organisations, mouvements, syndicats ainsi que tous les individus estoniens à se préparer moralement et matériellement à appuyer le peuple lituanien. Le destin de l'Estonie et de tous les Pays baltes se joue maintenant en Lituanie. Notre lutte pour la liberté est une lutte commune. Voici le moment décisif de tester notre détermination et notre confiance en nous-mêmes.* »

### Coopération économique

Le 12 avril, des représentants des gouvernements des trois républiques baltes ont signé un accord de coopération économique, qui exprimait également une solidarité politique. En commentant ce document, Vilnis Bresis, président du Conseil des ministres de la république lituanienne, a déclaré : « *Les républiques baltes ont une histoire commune, une vie commune et un futur commun. Nos buts sont communs. Nous n'avons qu'une route, la route balte. Je pense qu'aucune force ne pourra nous diviser. (...) Bien que nos gouvernements n'aient pas parlé officiellement du statut de l'Etat lituanien, la simple signature de ce document atteste qu'ils l'ont reconnu.* »

Le dirigeant estonien Savisaar a, lui, évoqué ainsi ce document : « *J'ai toujours été convaincu qu'il était nécessaire de construire une union économique so-*

*lide des Pays baltes. Je pense que la collaboration dans les sphères politique et économique sera bien plus efficace aujourd'hui que durant la première moitié de ce siècle. A cette époque, nos pays étaient, au sens propre du terme, isolés les uns des autres, chacun ne se préoccupant que de ses problèmes particuliers. Cela a permis que nous soyons traités comme nous l'avons été en 1939-40.* » Ce rapprochement s'est soldé, le 12 mai, par la remise sur pied d'un Conseil de la Baltique chargé de coordonner l'action des trois républiques face à Moscou tout en resserrant les liens économiques.

La solidarité actuelle des Etats baltes contraste profondément avec leur division des années 30 et 40 ; c'est significatif. La socialisation de leurs économies a rendu possible ce changement. Au début du siècle, quand ces pays étaient à la merci du marché mondial capitaliste, ils sont tombés sous la coupe de diverses grandes puissances, la Grande-Bretagne pour les Lettons et l'Allemagne pour les Estoniens. Paradoxalement, les Litvaniens étaient aliés à l'URSS à cause du conflit qui les opposait à la Pologne à propos de la région de Vilnius (3).

Le document sur la coopération économique, signé le 12 avril 1990, place le marché commun des Pays baltes dans le contexte de la décentralisation des entreprises : « *Les parties engagées considèrent qu'il existe une réelle possibilité de création de véritables relations de marché entre les entreprises indépendantes, les organisations et les autres personnes juridiques.* »

Le blocus économique de la Lituanie par le Kremlin réfute, de fait, ses prétentions démocratiques et également ses déclarations sur la mise en place d'un système économique décentralisé, dirigé par les critères du marché. La direction lituanienne cherche à contourner cette difficulté en proposant directement des contrats aux autorités locales et aux entreprises. Economiquement, cette tactique ne sera sans doute pas viable pour résoudre les problèmes engendrés par les pressions de Moscou, mais cela peut devenir une arme politique très importante.

Les représentants de Moscou en Lituanie ont commencé à se plaindre de l'appui de certaines organisations indépendantes russes vis-à-vis des « séparatistes » ; la presse officielle se fait largement écho de ces reproches. Ainsi, la

## Le cas de Gor

Le 12 mai 1990, les présidents des trois républiques baltes ont créé le Conseil de la Baltique. Deux jours après, ils ont annoncé deux décrets présidentiels qui interdisent l'exportation de produits par l'Estonie et la Lettonie vers l'indépendante Lituanie, sous prétexte de la « *défense des droits et des intérêts* ». Les parlements estonien et letton étaient pressurés par le gouvernement russe de ces républiques. A Tallin, capitale de l'Estonie, le président a lancé un appel à la population d'origine russe de repousser les agresseurs d'origine lituanienne.

Ces affrontements mettent à nu la situation. Le député Iouri Afanassiev, membre du Parlement communiste d'Union soviétique (PCUS) (4), a donné une interview accordée à la revue lituanienne *« Lietuvos Rytas »* et plus largement de l'empire soviétique.

Pravda du 6 avril 1990, reprenait une dépêche de l'agence officielle TASS reproduisant une déclaration du Comité des citoyens de l'URSS en Lituanie. Cette organisation néo-stalinienne condamnait les organisations de l'opposition russe qui soutiendraient un gouvernement utilisant des méthodes « *non-démocratiques* » et même « *staliniennes* » — il ne s'agissait pas de Moscou mais bien du gouvernement lituanien ! TASS résumait ainsi : « *Selon la déclaration [du Comité des citoyens de l'URSS en Lituanie], les actions arbitraires irresponsables du Soviet suprême de la République [lituanienne] ont mis en danger le destin de millions de gens, ainsi que l'intégrité de l'URSS. Cela est-il le fait des émissaires "démocratiques" et "radicaux" de toute l'Union et des membres russes du Parlement, ou des députés des soviets de Leningrad et de Moscou [contrôlés par l'opposition] qui ont aussitôt appuyé les décisions du nouveau gouvernement Lituanien ? Leurs électeurs le savent-ils ?* »

*Camarades, qu'est-ce que je peux faire avec la Lituanie ?*



*Un blocus économique*



*Mettez-les à genoux*



# e-tête atchev

publiques baltes ont resserré leurs liens en... tard, le gouvernement soviétique ripostait... claraiement illégales les démarches entreprises... Pour ce faire, Gorbatchev avait pris... *des citoyens soviétiques*. Mardi 16 mai, assaut par des milliers d'habitants d'origine... l'Estonie, le président de la République a... onienne et 15 000 Estoniens sont venus... ne véritable bataille de rue.

tion explosive des républiques baltes.  
la Plate-forme démocratique du Parti  
bien résumé les enjeux de la situation dans... eede : « Selon moi, le futur des pays Baltes, sse, dépend de la Lituanie. »

OLEY

es attaques  
taires



Dans *Kurier Wilenski* du 14 avril, l'organe en polonais du Conseil des ministres lituanien, Vladislav Shved, second secrétaire du Comité central du Parti communiste lituanien favorable à Moscou, déclarait que bien que l'on ne puisse pas dire que le Groupe inter-régional au sein du Congrès des députés du peuple soit inconditionnellement favorable à l'indépendance lituanienne, « celui-ci considère que c'est possible de faire éclater l'Union et qu'ensuite toutes les nationalités se fédèrent à nouveau. (...) Nous pouvons faire éclater l'Union mais finir par avoir des problèmes tels qu'ensuite nous n'aurons plus rien autour de quoi nous unir de nouveau ». Il est évident qu'un éclatement de l'Union représenterait un éclatement de l'Etat bureaucratique.



La confrontation en Lituanie représente également un test de l'habileté de Gorbatchev à utiliser ses nouveaux pouvoirs "monarchiques" (4). Les organisations "pro-union" de l'URSS exigent que les pleins

pouvoirs présidentiels soient mis en pratique. De plus, deux lois clés ont été votées en avril : l'une sur l'Etat d'urgence ; l'autre sur « la responsabilité maximale devant la justice pour les violations de l'égalité nationale entre citoyens et la violation forcée de l'unité territoriale de l'URSS ».

## Enjeu national

Cette dernière loi prévoit des peines draconiennes à l'encontre des « appels publics au renversement violent ou au changement du gouvernement et du système social soviétique ou à la violation par la force de l'unité du territoire de l'URSS, garantie constitutionnellement — républiques, républiques autonomes, régions autonomes et districts — et aussi la propagation de matériel porteur d'un tel message ».

Cette loi prouve que ce qui se joue dans la confrontation avec la Lituanie, c'est bien davantage que le simple destin du peuple lituanien : l'avenir des mouvements démocratiques et nationaux démocratiques est largement dépendant de la victoire des Lituanais ; en outre, les républiques baltes représentent depuis le début le fer de lance des mouvements des nationalités opprimées.

Même le programme du Front populaire azéri (5) est modélé sur ceux des Pays baltes, alors que certains de ses dirigeants ont exprimé leur hostilité envers "tous" les Européens. Les fronts baltes se sont rendus compte de ce qui était en jeu lors de l'intervention soviétique en Azerbaïdjan et ont été les premiers à défendre le Front azéri. Ce sont eux qui ont réussi à persuader les fronts arménien et azéri d'engager des négociations et à leur faire se prendre conscience de leurs intérêts communs face à Moscou. Au congrès du Parti communiste lituanien unioniste (PCL-PCUS qui se déclare « sur la plate-forme du Parti communiste d'Union soviétique »), qui a débuté le 22 avril 1990, les partisans du Kremlin ont, selon la *Pravda*, mêlé appels à la destitution du gouvernement élu et plaintes sur les violations de leurs droits démocratiques : « De la tribune, on a demandé la démission du président du Soviet suprême de Lituanie, V. Landsbergis, et du président du Conseil des ministres, K. Prunskiene. De nombreux députés ont revendiqué l'application des pleins pouvoirs présidentiels

pour sortir de la crise. Le congrès a protesté contre la chasse aux sorcières qui frappe les communistes, contre l'organisation d'une terreur morale et physique et dénoncé les intentions d'interdire le Parti communiste. »

Le gouvernement lituanien a menacé d'entamer des actions légales contre le PC "pro-Moscou" qui a proclamé que les instituts de recherche, les bibliothèques et les imprimeries lui appartenaient car il se considère comme l'héritier programmatique du PC lituanien et le représentant local du PCUS, qui aurait financé ces institutions.

## Démagogie

Toujours selon la *Pravda*, le secrétaire du Comité central du PCUS, A. N. Girenko, aurait déclaré lors du congrès du PCL-PCUS qu'il « comprenait dans quelles conditions les communistes de Lituanie devaient agir pour continuer à développer les idéaux et les principes du PCUS. Il a tout particulièrement mis l'accent sur la question de la souveraineté et

de l'indépendance de la Lituanie. Aujourd'hui, c'est la question fondamentale. (...) Fermeement opposé à toute tentative d'éclatement de l'Union et de division du PCUS en sous-sections nationales, il a exprimé son appui au droit des nations à l'autodétermination. »

Lors d'une conférence de presse, Girenko a déclaré : « La Lituanie a le droit de quitter l'URSS, mais elle doit le faire par la voie légale. » Lors du congrès lui-même, il a cependant affirmé que la priorité était de subvenir aux besoins quotidiens des habitants de la république et que, dans ce sens, il était indispensable de « préserver et de renforcer le pouvoir soviétique dans la république, le caractère socialiste de la Lituanie et de toute l'Union soviétique en tant qu'Etat fédéral ».

Le 10 avril, la *Pravda* a présenté une



1) Voir *Inprecor* n° 307 du 20 avril 1990.  
2) Voir *Inprecor* n° 296 du 30 octobre 1989 et n° 308 du 4 mai 1990.  
3) A l'époque de la guerre impérialiste contre la Russie révolutionnaire, les bolcheviques envahirent la Lituanie, récupérée par la suite par les troupes britanniques, puis partiellement par la Pologne. En 1920, le gouvernement bolchevique reconnut l'indépendance du pays, et signa un pacte de non-agression avec cette république. Mais, la carte lituanienne connue des modifications : la Pologne garda une partie du pays dont la capitale Vilnius.  
4) Voir *Inprecor* n° 306 du 6 avril 1990.  
5) Voir *Inprecor* n° 302 du 8 février 1990.

interview de Shved, dirigeant du PCL-PCUS, où il dit qu'en revendiquant le droit de disposer d'institutions appartenant au PC, le « Soviet suprême de Lituanie nous conduit vers une société néostalinienne, où règne l'arbitraire le plus total ». Quand il lui a été dit que « les dirigeants de la république déclarent que votre parti, avec l'aide des forces militaires, est en train de prendre le contrôle de ces bâtiments », Shved a répondu : « Il n'y a rien de tel. Nous défendons les propriétés et les immeubles du Parti, c'est tout. En principe, cela devrait être défendu par les lois, par le procureur et les organismes chargés des affaires internes. Mais quand ceux-ci n'effectuent pas leur travail, il faut demander de l'aide ailleurs. »

### Indépendance oui, mais...

Shved a également affirmé que son parti était en danger à cause de son propre programme : « Il n'est pas surprenant qu'une loi pénalisant les appels opposés au gouvernement soit en préparation ; grâce à cela, notre parti pourra être mis hors-la-loi. Cela lui arrive parce qu'il appuie des idées aussi insensées, selon le Parlement actuel, que la place de la Lituanie dans une fédération renouée. »

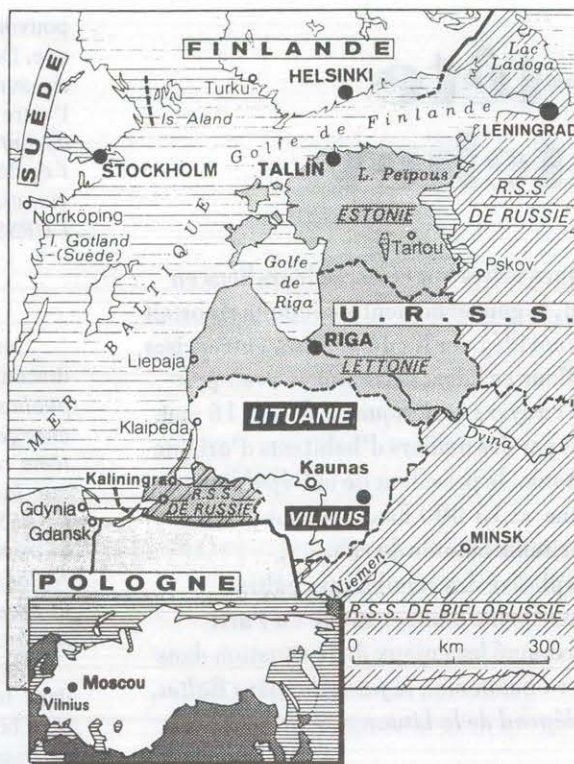
Cette plainte douce amère a été entendue au moment même où le Parlement soviétique votait une loi criminalisant les revendications nationales avec des peines très fortes, sans que cela ne suscite, bien sûr, des critiques de la part de Shved.

Shved ne s'est même pas prononcé contre l'indépendance, si elle avait lieu « de façon adéquate » : « J'ai déclaré que

les communistes voulaient que la Lituanie participe à une Union égalitaire. Mais, de toute façon, je considère que chaque peuple a le droit à l'autodétermination ; en fait, c'est stupide de polémiquer là-dessus. Mais le problème ne devrait pas être résolu avec de telles méthodes. Ce processus est par nature difficile et long et, ici, on le traite à coups de hache. »

Dans *Kurier Wilenski* du 14 avril, Shved a précisé : « En ce qui concerne l'indépendance de la Lituanie, nous y sommes favorables si elle ne s'accompagne pas de diktats, d'oppression, d'unité bureaucratique et si elle a lieu dans le cadre de la fédération soviétique. Vous ne pouvez pas nous demander si nous sommes ou non favorables à ce que la Lituanie quitte l'URSS. La situation mondiale est telle que personne ne peut être indépendant. L'indépendance ne peut être comprise que comme la liberté de déterminer les formes de la dépendance. Certains pensent qu'il serait préférable de dépendre de la Communauté économique européenne (CEE). Je pense, pour ma part, que nous pourrions peut-être reconstruire notre fédération de façon à trouver des normes démocratiques. »

« La Lituanie a le droit de quitter l'Union soviétique mais, dans la situation actuelle, cela ne constituerait-il pas un précédent qui pourrait conduire au fiasco



de la perestroïka en Union soviétique ? Je pense que si la Lituanie exprime le désir de se séparer à travers un référendum, elle devra pouvoir le faire. Mais nos camarades pensent qu'il faut expliquer aux gens que tout ce qui nous conduit hors de l'Union soviétique est désastreux. »

Gorbatchev a exprimé à peu près la même position, et elle a été appuyée par de nombreux commentateurs occidentaux, prêts à croire qu'il est disposé à laisser la Lituanie faire sécession, peut-être pas dans l'immédiat, mais seulement quand il contrôlera mieux la situation dans le pays. Pour les gouvernements occidentaux, c'est un prétexte pour occulter le fait que le droit des nations ne les intéresse absolument pas, mais que, par contre, leurs accords avec Moscou les concernent beaucoup plus.

Il faut, si l'on veut appuyer les droits démocratiques du mouvement national lituanien, lutter contre ces confusions. La démocratie n'est pas quelque chose qui peut être remis à plus tard, pour des raisons d'opportunité politique, et le pouvoir oppresseur n'a absolument pas le droit de déterminer les conditions dans lesquelles l'autodétermination nationale s'exprime, ni de changer les règles du jeu à sa guise. La Constitution soviétique prévoit que les républiques ont le droit de quitter l'URSS ; c'est un legs essentiel du léninisme. On peut être choqué d'entendre les porte-parole des autorités soviétiques s'appuyer sur le fait, qu'à l'Ouest, aucun gouvernement n'autoriserait « une partie de son pays à faire sécession ».

Aujourd'hui, rien n'indique que Gor-

## Entraide ouvrière

Du 30 avril au 2 mai 1990, s'est tenu un congrès des organisations et mouvements indépendants de travailleurs à Novokouznetsk, centre du bassin minier du Kouzbass en Sibérie occidentale, où se sont déroulées d'importantes grèves l'été dernier. Des membres de la nouvelle Union des travailleurs de Lituanie y étaient représentés. Les 143 délégués, représentant 40 villes, ont voté la résolution suivante :

« Nous regrettons que, tout en appelant à une solution pacifique des conflits entre les peuples et les nations, le président de l'URSS ait pris l'initiative d'exercer des pressions et des sanctions économiques à l'encontre de l'expression de la volonté nationale [du peuple lituanien]. »

« En accord avec les principes de solidarité ouvrière et de justice sociale, le congrès exige l'arrêt immédiat du blocus économique et politique, et l'ouverture de négociations entre le gouvernement de l'URSS et celui de la Lituanie sans aucune condition préalable pour que la confiance entre les peuples des républiques soit préservée et renforcée. »

« Le congrès demande que les collectifs de travailleurs ayant des liens économiques avec la Lituanie maintiennent et renforcent leurs relations sur la base d'accords directs. »

« Seule notre solidarité avec le peuple lituanien permettra à la Lituanie et aux autres peuples de notre pays de devenir libres. » ★

Source : *Russkaya Mysl*

batchev se dirige vers une démocratisation plus importante ; c'est le contraire qu'on peut craindre au vu des nouvelles lois mentionnées plus haut, des appels lancés en faveur des pleins pouvoirs présidentiels, de l'utilisation des menaces économiques et militaires, et même de l'usage des forces du KGB pour essayer de bloquer le commerce parallèle que ferait la Lituanie.

Dans le contexte actuel, si les Lituanais modèrent leur revendication d'indépendance, qui pourrait alors être perçue de façon confuse, ils perdraient le contrôle de la situation et affaibliraient leur capacité de mobilisation. Il existe, bien sûr, divers degrés d'indépendance dans un monde où l'homme est un loup pour l'homme, mais il y a aussi une différence qualitative entre l'indépendance politique et son contraire.

La Lituanie est une locomotive pour les autres républiques baltes, où les populations allogènes sont très importantes. Dans le cas de l'Estonie, par exemple, le PC "pro-indépendantiste" est arrivé à occuper une place privilégiée. L'appel de Mitterrand et Kohl aux dirigeants lituanais pour qu'ils "reportent" l'indépendance représente une alliance *de facto* des gouvernements occidentaux avec Gorbatchev.

### « Pour notre liberté et la vôtre »

Les Lituanais ne peuvent attendre que des trahisons des gouvernements occidentaux. Par contre, il peuvent recevoir un soutien politique concret des démocrates et de ceux qui se battent pour la libération nationale partout dans le monde. Le slogan des combattants pour l'indépendance de la Pologne au XIX<sup>e</sup> siècle, « Pour notre liberté et la vôtre », a déjà commencé à être repris dans les manifestations lituanaises.

Dans l'éditorial du 5 avril de *Zutik*, nos camarades de la LKI (organisation en Euskadi de la section de la IV<sup>e</sup> Internationale dans l'Etat espagnol) soulignent l'importance de l'exemple lituanien pour l'Europe occidentale : « En fait, la prétendue neutralité et le manque d'appui concret à l'indépendance lituanienne des Etats d'Europe occidentale ne sont pas tant motivés par le désir de ne pas compliquer les choses pour Gorbatchev (...) que par la prise en compte de ce que signifierait un changement des frontières car sur leurs propres territoires existent aussi des mouvements nationaux qui pourraient s'inspirer de l'exemple et de la victoire de la Lituanie. » ★

15 mai 1990

## David et Goliath

En 1989, la production nette en Lituanie a été estimée par le Comité d'Etat soviétique des statistiques (*Goskomstat*) à 9,3 milliards de roubles contre 8,7 milliards en 1988 — ces chiffres ne prennent pas en compte les services. Le chiffre d'affaires total de toutes les unités de production (regroupant tous les mouvements de capitaux) en 1988 était bien plus élevé : environ 24,8 milliards de roubles.

La dépendance de la Lituanie en pétrole et en gaz (les 11,6 de tonnes de pétrole importées par la Lituanie proviennent de Biélorussie ainsi que 3,98 milliards des 4,5 milliards de m<sup>3</sup> de gaz naturel), en métaux, et en produits chimiques en provenance d'autres républiques est élevée. Mais la majeure partie du charbon provient de l'étranger (surtout de Pologne) et la république vend davantage d'électricité à l'extérieur qu'elle n'en importe : en 1985, 2,7 milliards de kilowatts/heure — sur les 11,6 milliards qu'exporte la Lituanie — allaient à la république de Russie, tandis que la plupart des importations venaient de Lettonie. Comme de grandes quantités de pétrole et de gaz naturel transitent par la République ou y subissent des opérations de transformations avant d'être réexportés, le blocus de l'approvisionnement énergétique de la Lituanie causerait des problèmes aux autres républiques.

En 1985, la Lituanie importait environ les 4/5<sup>e</sup> de son énergie brute (le reste provenant d'une centrale nucléaire et de centrales hydro-électriques locales).

La balance commerciale de la Lituanie est relativement bénéficiaire dans le domaine de la production agricole, de l'industrie agro-alimentaire, et des textiles. Mais cet atout n'est cependant pas aussi important que le déclarent certains porte-parole de Sajudis car ces productions nécessitent des importations substantielles de matières premières en provenance de l'URSS (nourriture pour le bétail, engrais, et machines agricoles).

Selon le *Goskomstat*, les importations lituanaises en provenance de l'Occident équivalent à plus du double de ses exportations. En conséquence, les réserves en devises de la Lituanie sont très faibles et ne suffiraient absolument pas s'il lui fallait tout importer du marché occidental, en cas de rupture totale des échanges avec l'URSS.

En effet, les principales sources de devises du pays, qui proviennent du tourisme, du passage des ferries et de l'activité portuaire, sont pour l'instant majoritairement envoyées directement à Moscou.

Mais la direction moscovite pourrait causer bien plus de problèmes à l'économie lituanienne en refusant d'importer des produits lituanais qu'en suspendant certains approvisionnements car la Lituanie exporte en URSS environ le quart de sa production de produits finis. Cette décision aurait évidemment aussi un coût pour l'URSS car elle réduirait l'approvisionnement alimentaire de certaines régions et provoquerait la pénurie de certains articles qui ne sont produits qu'en Lituanie ; mais le "géant" soviétique se remettrait assurément plus rapidement de cette situation que la "petite" Lituanie qui se trouverait rapidement à court de liquidités.

En fait, il est certain que l'économie d'un pays de 3,8 millions d'habitants, intrinsèquement intégrée depuis des décennies dans une économie beaucoup plus large (l'URSS a 289 millions d'habitants), souffrirait très rudement de l'arrêt brutal de ses échanges avec les autres républiques soviétiques, et en premier lieu avec la Russie. Un des rares facteurs qui pourrait atténuer la situation serait l'attitude éventuelle des autres républiques de l'Union face au blocus de Moscou. Ainsi, l'aide des voisins baltes se révélerait précieuse : les réserves pétrolières de l'Estonie pourraient venir compléter les quelques ressources énergétiques de la Lituanie et la Lettonie est une importante zone de transit de l'électricité. ★

### Une situation difficile

La gauche et l'extrême gauche colombiennes sont secouées par d'importants changements sur fond de répression et de vacillations d'une partie, certes minoritaire mais néanmoins significative (à savoir le M-19) de la guérilla. Le 9 mars 1990, à grand renfort de publicité, le M-19 déposait les armes. En échange, il obtenait le droit de participer aux élections et réussissait à mordre électoralement sur l'Union patriotique (UP), organisation dominée par le Parti communiste. A Bogota, les candidats du M-19 pour la mairie remportaient le double des voix obtenues par l'UP. L'appui donné par un secteur de la bourgeoisie libérale aux candidats du M-19, notamment en terme d'écho dans les médias, n'y est pas étranger.

Depuis lors, l'UP est entrée en crise : huit de ses douze principaux dirigeants l'ont quittée pour constituer un bloc avec le M-19 et d'autres forces politiques — le Front populaire (dirigé par le Parti communiste marxiste-léniniste), Colombie unie, et Socialisme démocratique. Ce bloc appuyait la candidature de Carlos Pizarro, le leader historique du M-19, avant qu'il ne soit assassiné le 24 avril 1990 et remplacé par Antonio Navarro. Face à ce nouveau bloc, qui affiche une ligne réformiste, l'UP et la coalition A Luchar semblent dans une situation assez difficile. L'UP, si elle paraît en mesure de garder l'essentiel de sa base, voit son espace politique se réduire dans la mesure où sa ligne politique est fort proche de celle du bloc constitué autour du M-19. A Luchar, de son côté, qui subit des coups très durs au niveau de la répression, maintient à contre-courant une ligne radicale. Malgré les divergences politiques, l'UP et A Luchar vont certainement entrer dans un processus de discussion.

Les déplacements en cours au sein de la gauche colombienne se réalisent dans un contexte de reflux des luttes. La Centrale unique des travailleurs (CUT), qui comptait en 1988 près de 700 000 affiliés et dans laquelle se retrouvent toutes les forces de gauche, est elle-même en pleine crise et s'avère incapable d'organiser la riposte des travailleurs face à la politique d'austérité du gouvernement Barco. ★

## La gauche dans le collimateur

**Inprecor** a rencontré Carlos Romero, vice-président de l'Union patriotique, pour faire le point sur la crise que traverse le pays et de ses conséquences pour la gauche colombienne.

**INPRECOR : Que pense l'Union patriotique (UP) des élections qui se préparent et de l'assassinat de son candidat à la présidence, Bernardo Jaramillo ?**

**Carlos ROMERO :** Après l'assassinat de Jaramillo, à la quasi unanimité, nous avons décidé de nous retirer des élections. En assassinant notre candidat, on nous a délogés de la campagne électorale à coups de feu. Nous pensons qu'il n'existe pas de garanties pour une participation réellement démocratique au processus électoral. Le gouvernement omet une de ses obligations constitutionnelles : défendre la vie de ceux qui participent à la vie politique nationale. Par ailleurs, en vingt jours — délai établi par la loi électorale — il nous était matériellement impossible de choisir un nouveau candidat à la présidence qui puisse faire campagne pour expliquer notre position sur la situation.

◆ **Qui est responsable de l'assassinat de Jaramillo ?**

A notre avis, les groupes paramilitaires, les "narco-paramilitaires", sont derrière ce meurtre. Mais le gouvernement porte aussi sa part de responsabilité. L'ancien ministre de l'Intérieur avait fait des déclarations absurdes selon lesquelles l'UP serait le bras politique de la guérilla. Ces propos ont évidemment encouragé les groupes para-militaires à assassiner Jaramillo, et aussi à préparer d'autres meurtres qui se préparent contre des dirigeants de l'UP et du mouvement syndical et paysan (voir *Inprecor* n° 306 du 6 avril 1990).

◆ **Le Parti communiste de Colombie (PCC) explique que le peuple dispose de différents moyens pour se battre : la lutte électorale, l'auto-défense armée, etc. Quelle est la position de l'UP ?**

L'UP n'est pas un parti politique.

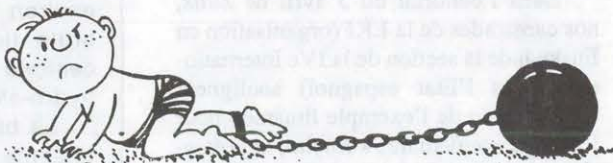
Nous sommes inscrits comme tel parce que la loi l'exige. Mais dans l'UP on trouve des libéraux, des conservateurs, des catholiques, des communistes, etc. Aucune des forces qui y participe ne peut imposer son point de vue.

L'UP, par exemple, ne se prononce pas en faveur du socialisme ; ce n'est pas un parti socialiste. C'est un mouvement qui œuvre pour la démocratie en Colombie, pour une ouverture démocratique qui puisse ramener la paix au peuple. Dans cette optique, les différents moyens de lutte dont parle le PCC ne sont pas une position affirmée de l'UP ; même si certaines de ses composantes peuvent être d'accord.

◆ **Quelles sont, selon vous, les conditions nécessaires à une ouverture démocratique en Colombie ?**

Le problème le plus grave du peuple colombien est celui de la violence sous toutes ses formes, dont celle issue de l'affrontement entre les forces armées et la guérilla. Nous pensons qu'il n'y a pas d'issue militaire possible à ce problème, ni du côté de la guérilla, ni de celui de l'armée.

A partir de cette analyse, la solution politique et pacifique du conflit armé est la seule issue viable. Nous agissons en ce sens, mais les portes se ferment devant



nous car il existe une grande méfiance entre l'armée et le mouvement guérillero. Aucune force politique nationale n'est capable de servir de médiateur dans ce conflit, les partis politiques traditionnels ne semblent pas prêts à le faire. Mais l'UP a fait des propositions pour chercher des médiateurs extérieurs. Nous avons envoyé une lettre au pape, pour lui demander sa solidarité et aussi pour qu'il intervienne auprès des organisations internationales et des Nations-Unies pour

obtenir, par exemple, que des gouvernements comme celui de l'Equateur ou du Venezuela, liés à la social-démocratie, puissent participer à la recherche d'une médiation qui soit acceptable tant pour les forces armées que pour la guérilla.

◆ *Où en est l'Union patriotique après que certains de ses dirigeants, comme Diego Montaña ou Angelino Garzon aient formé un nouveau bloc avec d'autres forces ?*

La direction de l'UP sort d'une crise. A mon avis, l'ancienne direction à la tête de laquelle se trouvait Diego Montaña, était très incohérente. Par exemple, le camarade Bernardo Jaramillo a un jour déclaré qu'il fallait établir un dialogue avec les narco-trafiquants ; Montaña, lui, a refusé cette proposition. Un mois plus tard, Montaña a signé une déclaration avec certains notables qui négociaient, de fait, avec les *narcos*. C'était politiquement inacceptable et très grave.

Tout cela nous a fait très mal, mais nous sommes en train de remonter la pente. Notre projet ne passe pas seulement par des accords au sommet, mais aussi, et surtout, par un travail à la base, avec le peuple colombien.

Il faut attendre que le nouveau bloc exprime clairement son point de vue, nous pourrions alors dire en quoi nous sommes d'accord et ce qui nous sépare.

Je peux, par contre, parler des positions de certains de ses dirigeants, par exemple, sur le conflit armé. Garzon s'est prononcé en faveur d'une paix négociée, mais s'il le pense vraiment je ne sais pas ce qu'il fait à l'intérieur du M-19, qui, lui, n'a pas été capable d'y parvenir et qui, de fait, a fini par se rendre.

Nous établissons une différence claire entre le fait de rendre les armes et la négociation de paix. Nous pensons que le mouvement armé a un rôle important à jouer : il doit garantir une ouverture démocratique par la négociation. A mon sens, c'est un objectif réalisable ; la guérilla veut négocier et parvenir à un accord, même pour se démobiliser. Mais cet accord doit être obtenu sur la base de la négociation car il

doit apporter quelque chose au peuple colombien. Nous sommes partisans de la paix, mais d'une paix négociée. Voilà sûrement une différence entre nous et le nouveau front — le Front populaire (FP).

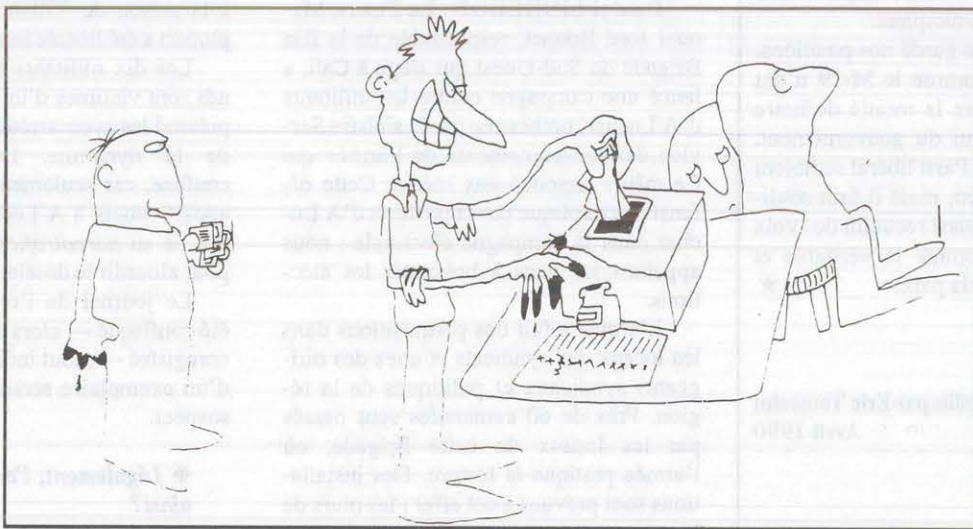
Ce nouveau front a un projet politique différent du nôtre, soutenu par la social-démocratie internationale.

On peut donc sentir là des ingérences extérieures dans un processus de division de la gauche.

Nous ne sommes pas contre un tel projet, il est bon qu'ils créent un parti social-démocrate. Nous établirions peut-être certains accords ; en tout cas, nous coïncidons déjà sur la nécessité de la paix négociée, sur la convocation d'une assemblée constituante, sur le pluralisme, etc.

◆ *Est-ce que la situation internationale (la perestroïka, les accords régionaux, etc.) a influé sur les divisions de l'UP ?*

L'UP n'a jamais discuté de ces problèmes. Les déclarations faites par Mon-



taña, qui disait être partisan d'un socialisme humain calqué sur la perestroïka, m'ont surpris. D'autant plus que, comme je vous le rappelais avant, l'UP n'est ni un parti, ni un mouvement socialiste. Il veut obtenir la démocratie dans le cadre du capitalisme. Sur le terrain économique, par exemple, nous sommes pour une économie mixte solidaire.

◆ *Mais pensez-vous réellement qu'une telle démocratie est possible dans le cadre du capitalisme ?*

Je ne prétends pas qu'elle serait parfaite, mais je pense qu'il peut y avoir une démocratie très large en Colombie. A mon sens, le socialisme n'est pas à l'ordre du jour. Nous avons besoin d'une démocratie intégrale, qui rétablisse les droits

des travailleurs. En Colombie, il est plus facile de former un groupe de guérilla qu'un syndicat, car la liberté d'association n'existe pas et ceux qui s'organisent sont persécutés. Chez nous, les dirigeants syndicaux risquent leur emploi, leur budget et leur vie...

La démocratisation des moyens de communication est aussi importante. Les grandes chaînes de télévision colombiennes appartiennent à quatre familles présidentielles ; il est matériellement impossible d'y avoir accès.

Nous voulons aussi parvenir à la paix avec la perspective d'installer un gouvernement pluraliste, où puissent se retrouver des libéraux, des conservateurs, des communistes, l'UP, tous ceux qui veulent construire une véritable démocratie en Colombie.

◆ *Vers quelles forces de gauche l'UP veut-elle se tourner ?*

La Colombie a de grandes ressources démocratiques. Malheureusement, elles

sont dispersées, en fonction de différences personnelles ou régionales. Il faut donc un point de référence et un mode de coordination pour unir tous ceux qui se battent pour des réformes. Dans le Parti libéral, par exemple, il existe de nombreux secteurs démocratiques qu'il faut gagner, comme dans le Parti conserva-

teur. Les mouvements sociaux, en général, sont des alliés pour la cause de la démocratie.

◆ *Vous n'avez jamais songé à faire des alliances avec A Luchar ou avec d'autres forces de gauche ?*

Actuellement, nous sommes en train de discuter de la demande d'A Luchar d'entrer dans l'UP. En ce qui concerne les organisations politiques (comme A Luchar ou le Frente Popular), l'entrée dans l'UP doit se faire sur la base du respect de leurs structures organisationnelles, avec des garanties quant à leur participation à notre direction nationale ; les décisions doivent être prises de façon consensuelle et pas à la majorité.

Le Parti communiste est majoritaire

dans l'UP, cependant nous avons décidé de fonctionner au consensus.

♦ *Des élections municipales ont eu lieu récemment en Colombie. Quel bilan tirez-vous du score de Pizarro et de l'UP ?*

Le score que nous avons obtenu constitue un recul. Ce recul s'explique d'abord par l'impact de la guerre sale à la campagne et en ville (il ne faut pas oublier que plusieurs dirigeants de l'UP ont été assassinés en plein Bogota).

La situation de violence actuelle nous a nui, car il fallait se méfier autant des groupes para-militaires que de certaines autorités légales ou militaires, qui s'acharnaient contre l'UP. Enfin, nos divisions internes, dans l'UP comme à l'intérieur des groupes qui la composent, nous ont aussi affaibli.

Pourtant, nous avons obtenu 255 000 voix ; nous avons neuf élus au Parlement, dix-huit députés départementaux, un sénateur, seize maires, sous le sigle UP et près de 93 en alliance avec d'autres forces et 257 conseillers municipaux.

Nous avons donc gardé nos positions. Des mouvements comme le M-19 n'ont pas réussi à atteindre la moitié de notre score, malgré l'appui du gouvernement. Certains secteurs du Parti libéral semblent avoir soutenu Pizarro, mais il faut souligner que le M-19 a aussi recueilli des voix en se présentant comme le véritable et unique défenseur de la paix. ★

Propos recueillis par Eric Toussaint  
Avril 1990



## Voyage en enfer

A Luchar a lancé une campagne pour le boycott des prochaines élections en Colombie. Cette campagne a reçu un certain écho dans les quartiers populaires des grandes villes et dans les villages. Mais elle a aussi provoqué une réaction

importante des militaires qui, le 27 mars dernier, arrêtaient et torturaient une dizaine de ses militants, dont notre camarade Daniel Libreros. Séquestré par l'armée colombienne, "condamné à mort" sans autre forme de procès, puis sauvé *in extremis*, Daniel Libreros témoigne des conditions de son arrestation. (\*)

**INPRECOR : Comment s'est déroulée l'offensive de l'armée contre les militants d'A Luchar dans la région de Cali ?**

**Daniel LIBREROS :** Le 2 mars, Manuel José Bonnet, responsable de la IIIe Brigade du Sud-Ouest qui siège à Cali, a lancé une campagne contre les militants d'A Luchar, orchestrée par le sinistre Service des renseignements de l'armée qui l'a même annoncé aux médias. Cette offensive s'explique par la position d'A Luchar dans la campagne électorale : nous appelons les gens à boycotter les élections.

L'armée a fait des perquisitions dans les locaux des syndicats et chez des dirigeants syndicaux et politiques de la région. Près de 60 camarades sont passés par les locaux de cette Brigade, où l'armée pratique la torture. Des installations sont prévues à cet effet : les murs de la caserne sont couverts de roues de tracteur et le toit est en zinc. Un baraquement est prévu pour les tortures électriques, dans un autre ils ont installé le chevalet. Ils simulent aussi de fausses exécutions. Je pense que ce bataillon de renseignements de l'armée est la base des noyaux para-militaires de la région.

Tous les camarades arrêtés ont été frappés et ceux qui ont plus de responsabilités ont été torturés et mis au secret. Ils ont tous passé trois jours les yeux bandés, les mains attachées, debout, sans manger et en plein soleil (à plus de 34°). Lorsque des camarades s'évanouissaient, les militaires les "réanimaient" à coups de pied. Après trois jours de détention, les tortionnaires ont mis du penthotal (le fameux sérum de vérité) dans leur boisson. C'est dans cet état de faiblesse physique que les détenus sont interrogés.



Ces arrestations ont eu lieu entre le 2 et le 15 mars 1990. Nos camarades ont été accusés d'appartenir à l'Armée de libération nationale (ELN) de la région (voir encadré p. 21). Ils ont ensuite été transférés à la prison de Villahermosa, à Cali. La plupart a été libérée le samedi 14 avril.

Les dix militants toujours emprisonnés sont victimes d'un montage ; l'armée prétend les avoir arrêtés avec des armes et de la dynamite. Leur situation est confuse, car seulement neuf d'entre eux appartiennent à A Luchar, le dixième serait lié au *narcotráfico* : l'armée l'utilise pour alourdir le dossier de nos camarades.

Le journal de l'organisation a aussi été confisqué — alors qu'il est légalement enregistré — ; tout individu en possession d'un exemplaire serait considéré comme suspect.

♦ *Légalement, l'armée peut-elle agir ainsi ?*

L'armée se prévaut du décret 1 892 (le statut "anti-terroriste"). Cette loi réactionnaire, édictée par la présidence de la République sous l'état de siège, permet à l'armée d'arrêter et de garder au secret pendant sept jours ouvrables (si on compte le samedi et le dimanche, ce délai atteint neuf jours !) toute personne soupçonnée d'être "un délinquant politique". Le prévenu n'a droit à aucune assistance juridique.

♦ *Qu'ont fait les organisations politiques et sociales ?*

La solidarité syndicale a été très importante, avec des motions de protesta-

\* Daniel Libreros fera une tournée en Europe en juin prochain.

\* Les caricatures de notre dossier sur la Colombie sont tirées de la revue *A Luchar*.

tion, des manifestations et même des débrayages. Les syndicats des entreprises dont les dirigeants avaient été arrêtés, *Good Year Oxo* et *Fidelpa* (une entreprise de mécanique), ont réussi à organiser des grèves d'une heure. La Centrale unique des travailleurs (CUT) régionale a réalisé de nombreuses mobilisations.

La solidarité internationale a aussi joué un rôle important. La pression des organisations des droits de l'homme ou d'Amnesty International a été signalée par le juge lors des procès.

#### ◆ Et toi, comment as-tu été arrêté ?

La commission exécutive d'A Luchar m'avait chargé des démarches juridiques concernant nos militants détenus. Le 2 mars, je me suis présenté aux autorités civiles pour exiger que nos camarades soient correctement traités. J'ai alors échappé à l'arrestation par miracle, mais ils ont commencé à me suivre.

Le 27 mars, à 7h 45 du matin, j'allais prendre un vol intérieur pour aller de Cali à Bogota. Après avoir enregistré mes bagages, je suis parti aux toilettes. Trois hommes en civil, armés de mitrailleuses, et qui se sont présentés comme appartenant à la IIIe Brigade, m'ont abordé : « *Etes-vous Daniel Libreros ? Nous venons vous chercher.* » J'ai demandé de quoi j'étais accusé et en sortant des toilettes, j'ai crié : « *Je suis Daniel Libreros ; je suis arrêté de façon arbitraire !* » Après une demi-heure de "promenade" dans une chevrolet, ils m'ont emmené aux locaux du Bataillon.

J'avais une sacoche remplie de romans, de revues (*Newsweek*, *Time*, *Inprecor*, *International Viewpoint*) et où se trouvait la copie d'une demande judiciaire que nous avions présentée pour protester contre les abus dont avaient été victimes nos camarades. Ils ont tout fouillé en cherchant des téléphones et des adresses, qu'heureusement je n'avais pas !

Après m'avoir posé des questions personnelles, ils ont essayé de me faire signer une déclaration, comme ils le font avec ceux qu'ils vont torturer. Dans ce document, le prévenu déclare être bien traité ; lorsque quelqu'un s'enquiert de son sort, les militaires lui répondent : « *Nous ne pouvons pas vous le présenter, mais vous pouvez voir la feuille où il déclare aller bien.* » J'ai refusé de la signer.

Ils m'ont jeté dans une pièce vide au fond de la caserne, deux kilomètres plus loin ; ses murs étaient capitonnés pour étouffer les cris des torturés. Un homme en civil a commencé à m'interroger, j'ai su après qu'il s'agissait du tristement célèbre "curé". Il ne montre habituellement jamais son visage (les prisonniers ont les

## La gauche en Colombie (\*)

### Les organisations politiques légales

° *L'Union patriotique* (UP), créée en 1985, où le Parti communiste (lui-même légal) est hégémonique. Son secrétaire général, Jaime Pardo Leal, a été assassiné en 1987. L'UP, qui a un nombre important d'élus (maires, députés, etc.), s'est retirée de l'élection présidentielle après que son candidat à la présidence, Bernardo Jaramillo, ait été assassiné le 23 mars 1990. En deux ans, 1 050 militants de l'UP ont été assassinés, elle n'en continue pas moins à développer une ligne tout à fait réformiste (voir l'interview de C. Romero).

° *A Luchar* est une organisation révolutionnaire qui développe un travail de masse important (syndicats, quartiers, femmes, etc.). Des militants d'origine castro-guévariste — très influencés par la révolution cubaine — se retrouvent à côté d'anciens maoïstes et de trotskystes. Le Parti socialiste révolutionnaire (PSR, section colombienne de la IVe Internationale) s'est dissout en 1989 pour participer à la construction d'A Luchar, tout en se maintenant comme courant trotskyste dans cette organisation (voir *Inprecor* n° 275, 285 et 296 des 31 octobre 1988, 3 mars et 30 septembre 1989).

° *Le Front populaire* (FP), est le front politique du Parti communiste marxiste-léniniste (ex-maoïste et ex-pro-albanais). Il vient de rejoindre un bloc politique constitué à l'initiative du mouvement de guérilla M-19 et d'une importante scission de l'UP. Ce bloc veut constituer une force de type social-démocrate.

### La guérilla colombienne

° *Les Forces armées révolutionnaires de Colombie* (FARC) sont la plus ancienne et la plus forte des organisations armées colombiennes. Elles sont surtout implantées en zone rurale. Dirigées par le Parti communiste de Colombie (qui, lui, intervient davantage en ville et revendique officiellement ces liens), les FARC ont participé en 1983 à une "opération de trêve" lancée par le gouvernement de Belisario Betancourt, au moment où le PC tentait de s'intégrer dans les institutions politiques de l'Etat, allant même jusqu'à envisager de désarmer.

° *L'Armée de libération nationale* (ELN) est dirigée par l'Union camilliste-Armée de libération nationale — UCELN — (du nom du prêtre-guérillero Camilo Torres, mort au combat en 1967) et elle dispose d'environ 4 000 guérilleros. C'est la seconde force armée du pays. Cette organisation d'origine guévariste s'est créée sur la base de la théorie du *foco* à la fin des années soixante, elle a été rejointe par d'anciens militants maoïstes et des trotskystes. Après avoir tiré un bilan de sa stratégie, elle s'est orientée vers la création de zones stables et vers le travail paysan.

° Il existe trois autres organisations de moindre importance : l'Armée populaire de libération (EPL), dirigée par le Parti communiste marxiste-léniniste, l'organisation armée indigéniste (Qinti Arme) et Le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT) qui est une organisation d'origine maoïste.

Ces cinq organisations sont regroupées dans la *Coordinadora Simon Bolivar* depuis septembre 1987.

° *Le M-19*, qui a déposé les armes le 9 mars 1990, ne comptait plus que quelques centaines de combattants. Très marqué par le nationalisme de gauche, il était né en partie d'une scission au sein des FARC. Dans les années 70, il avait gagné un appui de masse considérable (devenant un pôle d'attraction pour le mouvement syndical radical) et était capable de mener des opérations militaires d'envergure. Après avoir participé au "dialogue" avec le gouvernement en 1984 et qu'une partie importante de sa direction ait été décimée par la répression qui a suivi la rupture de la trêve en 1985, le M-19 se définit aujourd'hui comme "civil et démocratique" — ainsi que l'UP et le FP et participe aux élections.

### Les syndicats

° *La Centrale unique des travailleurs* (CUT) a été créée en 1986. Elle regroupe les trois anciennes centrales syndicales (qui étaient respectivement liées aux partis libéral et conservateur et à la Fédération syndicale mondiale) et des syndicats indépendants. ★

\* Pour un rappel historique de la gauche colombienne voir notamment *Inprecor* n° 263 du 11 avril 1988.

yeux bandés) ; or il ne se dissimulait pas devant moi car les militaires avaient déjà décidé de me tuer, profitant de l'absence de témoins lors de mon arrestation.

#### ◆ Pourquoi ne t'ont-ils pas tué ?

Le "curé" m'a dit qu'il n'avait pas de questions à me poser car il savait que je ne compromettrai pas mes camarades. Je lui ai répondu que je ne dirai rien avant d'avoir des garanties et de ne plus être isolé.

Il m'a alors dit : « Vous êtes ici en tant que chef politique de l'ELN dans cette région. Si nous vous torturons ou si nous vous tuons c'est parce que nous le voulons et pas pour recueillir des renseignements. Je sais que les chefs de la guérilla ne parlent jamais, car ils sont préparés à ça. Nous torturons les cadres intermédiaires pour qu'ils nous disent qui sont leurs responsables politiques ; c'est ainsi que nous avons appris que vous étiez le chef politique de l'ELN. »

Un gars avec deux Pepsi-Cola est alors entré. Je savais qu'ils font boire de la drogue aux prisonniers, pour les emmener ensuite sur la route, où ils les assassinent et réalisent une mise en scène pour maquiller le crime en hold-up. J'ai donc fait semblant de boire. J'avais à peine mouillé mes lèvres que déjà l'image du "curé" est devenue floue, j'avais l'impression qu'il flottait très loin de moi.

Pendant vingt longues minutes, je me suis battu pour rester conscient car si je m'évanouissais j'étais perdu. Puis je me suis dirigé vers le seul endroit de la pièce où entraînait un peu d'air frais, j'ai respiré à fond et j'ai senti que le pire était passé.

Le "curé" m'a dit qu'il était le responsable du Service de renseignements et qu'il avait 44 ans (cela m'a confirmé qu'ils avaient bien l'intention de me tuer).

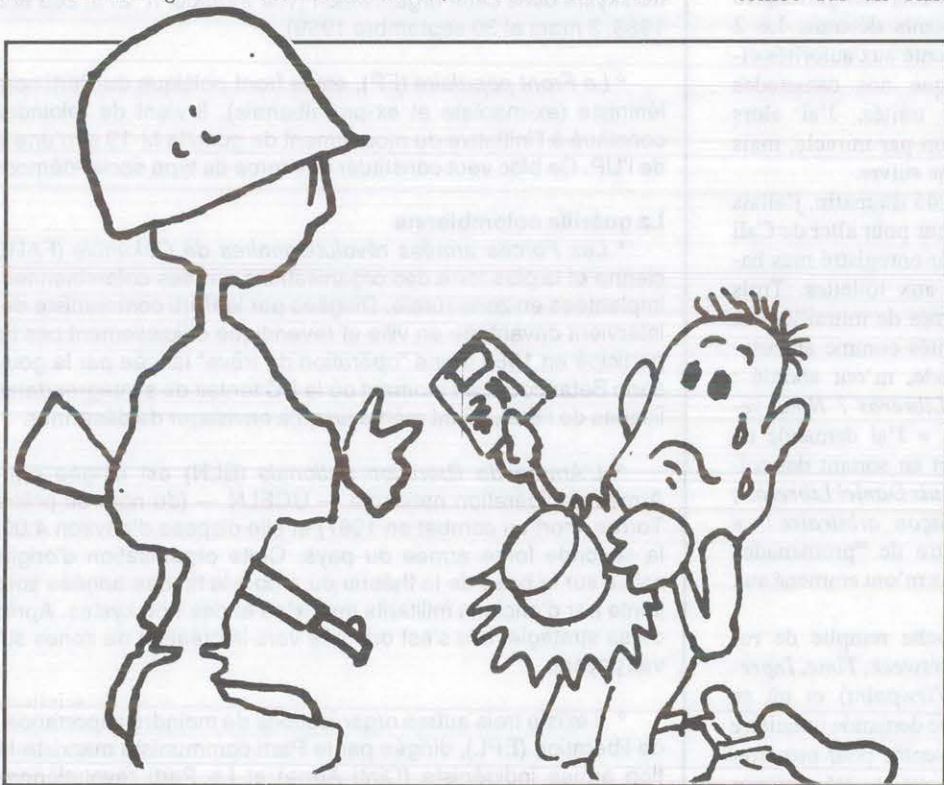
Tout à coup, il s'est exclamé : « Le problème de ce pays c'est que les gens ne prient plus Dieu, ni son fils le Christ. »

« Et vous, Daniel Libreros, savez-vous pourquoi Dieu ne vous est apparu qu'ici,

dans cette caserne, et pas avant ? » m'a-t-il demandé. Je lui ai répondu que je n'en savais rien. « Parce qu'il vous appelle au royaume éternel. » « Vous allez me tuer, n'est-ce pas ? », lui ai-je demandé. « Oui, nous allons vous tuer, nous devons vous tuer. Vous savez bien que nous sommes en guerre ; la décision est déjà prise. »

Il m'a dit qu'il allait me donner l'extrême-onction et a sorti un livre d'une secte protestante de Los Angeles, en Californie (liée peut-être au Ku Klux Klan et aux secteurs d'extrême droite des Etats-Unis) et m'a demandé de lire le texte de Saint Mathieu sur la mort.

J'étais sous le choc ; même si tout militant révolutionnaire sait qu'il peut mourir à tout moment, c'est autre chose d'ac-



cepter cela dans les faits. J'ai refusé de lire.

Le "curé" m'a donné une espèce de bénédiction. Il a alors reconnu que des abus avaient commis dans cette caserne : « Le Seigneur le comprendra, car c'est la guerre. » Il m'a ensuite demandé de faire le signe de croix et comme j'ai refusé, il s'est fâché et a quitté la pièce.

Enfin, un dénommé Martinez est arrivé et s'est présenté comme un envoyé du Procureur de la région. « Sous quelles charges êtes-vous arrêté ? » m'a-t-il demandé. Je lui ai dit que je n'en savais rien. « Personnellement, je suis contre le fait que l'armée dépasse ses attributions. Que voulez-vous ? ». Je lui ai répondu que je désirais joindre ma famille et mes camarades d'A Luchar à Bogota.

#### ◆ Comment expliques-tu l'apparition soudaine de cet avocat ?

Mes camarades d'A Luchar m'attendaient à Bogota et, en voyant que je n'étais pas dans l'avion, ils sont allés voir les autorités civiles et l'armée, qui ont nié savoir où j'étais.

Suite à des pressions, ils ont obtenu qu'un avocat du Procureur se rende à la caserne du bataillon. Après que les chefs militaires lui aient déclaré ne rien savoir sur moi, l'avocat a demandé à entrer dans les cellules, puis dans le baraquement où il savait que se trouvaient des prisonniers du M-19.

En parcourant les installations, il est tombé sur un officier qui a vendu la

mèche. Cet avocat m'a donc trouvé par hasard, c'est un vrai miracle ! Lorsqu'il a dit au chef du bataillon qu'il savait où j'étais, celui-ci a inventé une série de prétextes mais a finalement été obligé de rendre compte de ma détention aux autorités et m'a transféré à la sécurité d'Etat. Je suis resté quatre jours dans un cachot horrible.

Ils n'ont pas pu m'inculper, car je ne suis pas poursuivi. Les organisations des droits de l'homme colombiennes et internationales se sont mobilisées,

ainsi que la CUT. Les camarades de la IVe Internationale ont joué un rôle important car ils ont obtenu que les instances officielles de plusieurs pays réclament ma libération.

Après ma libération, deux syndicalistes de Yumbo (ville proche de Cali) ont aussi été portés "disparus".

Aujourd'hui, je ne me sens pas en sécurité, car je sais qu'il avaient le projet de me faire disparaître ; de plus, j'ai vu les visages du chef des tortionnaires et du responsables des renseignements de l'armée.

J'ai porté plainte devant les autorités civiles, je sais qu'il ne s'agit pas d'une persécution individuelle, ils en veulent à A Luchar. ★

Propos recueillis par Eric Toussaint  
Avril 1990

# Sous les fastes du royaume

Les 3 et 4 mars 1990, le roi Hassan II a célébré en grande pompe le 29<sup>e</sup> anniversaire de son intronisation dans la ville d'Agadir, la « porte des provinces du Sud » selon le souverain. Il s'agissait de réaffirmer la présence du régime dans le territoire du Sahara occidental, objet du conflit vieux de quatorze ans avec le Front Polisario qui lutte pour l'indépendance (1). En décembre 1989, la population marocaine a massivement voté par référendum le report des élections législatives de deux ans, afin qu'elles n'aient lieu qu'après le règlement définitif du conflit au Sahara sous l'égide des Nations-Unies. Tous les partis d'opposition ont accepté cette consultation, tout en exigeant le respect des règles électorales généralement bafouées par le régime. Cette "union nationale" porte surtout sur l'intégrité territoriale. L'opposition entend, par contre, demander un nouveau débat sur la loi de finances de 1990 qui prévoit, pour cette année encore, l'application à la lettre des plans d'austérité drastiques du Fonds monétaire international (FMI). En effet, une grave crise économique frappe de plein fouet ce pays où la misère la plus criante côtoie le faste et l'opulence des hauts dignitaires de la monarchie. *Inprecor* a rencontré Karim Maghrebi, militant marxiste-révolutionnaire marocain, pour évoquer la situation dans son pays.



**INPRECOR :** Peux-tu dresser un tableau général des forces politiques en présence au Maroc ?

**Karim MAGHREBI :** Le principal parti de la bourgeoisie est l'Istiqlal

qui a dirigé la lutte de libération nationale contre la France de 1940 à 1956, date de l'Indépendance. Il existe aussi une série de partis créés par le pouvoir depuis le début du processus de "démocratisation" en 1975, à l'occasion des élections (Parti des indépendants, Rassemblement national démocratique et Union constitutionnelle). Mais le régime ne leur fait même pas confiance. Il souhaite, par contre, la participation d'Istiqlal au pouvoir, mais sous sa houlette, lui laissant une marge de manœuvre très étroite.

Il faut savoir qu'il n'y a pas vraiment de différence entre la politique d'Hassan II et celle préconisée par Istiqlal. Après avoir participé au gouvernement de 1977 à 1985, l'Istiqlal a été marginalisé au Parlement et se trouve actuellement dans l'opposition. Au Maroc, les résultats des élections sont toujours falsifiés : les sièges sont attribués avant le scrutin, parfois des semaines auparavant. Même la presse en fait état !

Le programme des partis bourgeois ne se distingue pas nettement de celui du régime. Ils estiment, surtout l'Istiqlal, que les priorités actuelles sont la récupération du Sahara et l'unification du territoire national ; en dernière instance, ils sont suivist par rapport au roi.

Le parti de l'Istiqlal a cependant une influence de masse ; il est même implanté au sein du mouvement ouvrier, par l'intermédiaire des syndicats jaunes. Les autres partis de la droite sont des partis de notables ou de technocrates.

A gauche, la principale formation est l'Union socialiste des forces populaires (USFP), qui provient d'une scission de l'Istiqlal en 1959. C'est un parti de composition petite bourgeoise qui a des relais dans les organisations de masse, surtout au sein de la Confédération démocratique du travail (CDT), syndicat créé sous l'impulsion de l'USFP en 1978. Son programme ne dépasse pas les limites du populisme bourgeois et reste timidement réformiste ; l'USFP place également l'intégrité territoriale au-dessus de toute autre considération. Il a récemment demandé à adhérer à l'Internationale socialiste avec laquelle il entretient des liens depuis longtemps.

Un courant de gauche a émergé au sein de l'USFP à l'occasion de son III<sup>e</sup>

Congrès, en 1978. Ce courant se revendique de la tradition populiste radicale du parti, et des dirigeants historiques comme Mehdi ben Barka ou Omar Benjelloun (2). Se situant plus à gauche que la direction actuelle du parti, ce courant a refusé la "libéralisation" offerte par Hassan II tout en se battant pour une réelle démocratisation. Il faisait référence au "socialisme scientifique", sous-entendu au marxisme, et se prononçait même pour la création d'un parti révolutionnaire. A partir de 1983, ce courant a décliné et a été exclu de l'USFP par la direction bureaucratique. Depuis, il s'est constitué en organisation autonome, mais il n'a ni perspectives claires ni ligne politique et stratégique déterminée. Il a été actif dans les milieux étudiants et actuellement, il édite un journal, *Ettariq*, la publication légale la plus à gauche du Maroc, mais dont les ventes baissent.

## ◆ Et le Parti communiste ?

Le PC d'origine stalinienne, le Parti du progrès et du socialisme (3), a rejoint l'"union nationale" autour du trône à partir de 1975-76 et même actuellement une politique plus à droite que celle de l'USFP. Son secrétaire général siège au Parlement. C'est le seul parti à avoir été admis à travailler au sein de l'Union marocaine du travail (UMT), le plus ancien syndicat ouvrier, et le plus important, créé en 1955. Il est impossible de chiffrer avec exactitude le nombre de membres de l'UMT ; mais, au début des années 60, avec près de 600 000 syndiqués, c'était le premier syndicat d'Afrique. Actuellement, il est beaucoup plus faible ; il a connu une scission en 1978, sous l'impulsion de l'USFP, qui a donné naissance à la Confédération démocratique du travail (CDT), en prenant prétexte de la bureaucratisation de l'UMT.

Cela a donné naissance à un courant de base qui luttait contre la bureaucratisation et était dirigé par le militant de l'USFP, Omar Benjelloun. Celui-ci ne voulait pas créer un autre syndicat mais, après sa mort, ses camarades ont organisé

1) Sous la domination coloniale de l'Espagne jusqu'en 1975, le Sahara occidental était revendiqué par le Maroc. Le Polisario, Front de libération sahraoui, ayant mené la lutte contre les Espagnols, revendique l'indépendance du territoire à partir de 1974. Le retrait espagnol donna lieu à une guerre entre les troupes marocaines qui avaient envahi le Sahara occidental et le Polisario, guerre qui se poursuit toujours.

2) Mehdi ben Barka, secrétaire de l'Union nationale des forces populaires (UNFP), future USFP, fut condamné à mort par contumace par le régime de Hassan II en mai 1963 ; enlevé à Paris en octobre 1965, il ne sera jamais retrouvé.

Omar Benjelloun, dirigeant de l'USFP, fut assassiné en 1974 par un intégriste à la solde du régime.

3) Il s'est appelé Parti communiste jusqu'en 1959, année où il a été interdit pour la première fois ; puis Parti de la libération et du socialisme à la fin des années 60 avant d'être interdit une seconde fois jusqu'en 1976.

## Misère au royaume d'Hassan II

### Salaires et prix

Entre 1961 et 1985, les salaires n'ont augmenté que de 400 % alors, qu'entre 1970 et 1985, les prix augmentaient de 600 %.

Le salaire minimum, moins de 900 dirhams, ne couvre que 50 % des besoins vitaux. D'après le FMI, 60 % des entreprises payent leurs salariés en-dessous du salaire minimum ; les salaires des ouvrières dans le textile ne dépassent pas le tiers du salaire minimum.

D'après la CDT, pour compenser l'augmentation des prix et la stagnation des salaires, il faudrait augmenter les salaires et les indemnités de 400 %.

### Chômage

Officiellement, 19 % de la population active (7 millions d'actifs à plein temps et 5,3 millions à temps partiel) est au chômage, mais le chômage déguisé en touche au moins 20 % de plus.

D'après la CDT, il y avait 3,5 millions de chômeurs en 1988 ; ils seront 4,4 millions en 1992.

### Habitat

500 000 des 3 millions d'habitants de Casablanca vivent dans les bidonvilles, tout comme 25 % de la population de Fès et 33 % de celle de Mohammédia.

### Dette

11,5 milliards de dollars en 1982 et 22 milliards de dollars en 1988, soit 132,4 % du produit intérieur brut (PIB).

La croissance n'a été que de 1 % en 1989 contre 2,5 % en 1988 et le déficit de la balance commerciale a doublé, notamment en raison de la baisse des recettes procurées par le phosphate. En outre, les recettes touristiques du Maroc se tassent depuis quelques années. ★

la scission. D'ailleurs, la CDT s'est aussi rapidement bureaucratisée.

Une autre formation de gauche, l'Organisation de l'action démocratique populaire (OADP), est née en 1983 comme prolongement de l'ancien 23 Mars (4), organisation marxiste-léniniste issue du même courant que les deux fractions de l'USFP. L'OADP publie un journal légal et s'est alignée sur le reste de la gauche réformiste, en participant notamment au consensus national sur le Sahara. C'est une organisation qui pèse peu.

Pour ce qui est de l'extrême gauche,

l'organisation clandestine Ilal Amam (En avant), fruit d'une scission du PC, a été créée officiellement en août 1970. Elle développait alors une critique assez superficielle du PC, et avait un arrière-fond maoïste et populiste. Elle a vite été confrontée à la répression — la grande majorité de ses militants a été arrêtée au début des années 70. Ses membres arrêtés lors des vagues répressives de 1971/72/73 et de 1984/85/86 sont toujours détenus. Ilal Amam reste un courant révolutionnaire, surtout présent dans le milieu étudiant, et qui continue à affirmer la nécessité d'un parti communiste révolutionnaire. Mais cette organisation n'évolue pas du point de vue théorique et n'a pas de journal au Maroc. Le niveau de formation politique et théorique de ses militants reste faible, ce qui est une caractéristique générale au Maroc. La présence du courant Ilal Amam se limite aujourd'hui au mouvement étudiant et aux associations culturelles des grandes villes animées par les anciens de l'Union nationale des étudiants marocains (UNEM).

Les militants d'Ilal Amam ont une position sectaire à l'égard du mouvement ouvrier, ils ne mènent pas d'action syndicale sous prétexte que les syndicats sont opportunistes et réformistes et laissent les mains libres à ces derniers.

### ◆ Que se passe-t-il aujourd'hui au niveau du mouvement ouvrier ?

La CDT est en général plus combative que l'UTM tout en étant surtout implantée dans le secteur public (enseignement, santé) tandis que l'UTM, plus bureaucratisee, est présente, elle, dans l'industrie ; dans les mines, l'influence des deux syndicats est identique.

L'UMT, outre qu'elle freine les luttes, ne fonctionne même pas comme un syndicat. C'est une bureaucratie qui a des liens avec l'Etat, tout en restant indépendante, surtout si on la compare avec le syndicat algérien qui est étroitement lié au pouvoir. Toutefois, les luttes se mènent malgré la bureaucratie syndicale, et pas sous sa direction.

Après la grève générale de 1981, la répression avait pratiquement démantelé la CDT qui dirigeait les luttes. Mais les luttes ont repris à partir de 1985 : les mineurs de Jérada ont lutté pendant un mois, mais ils ont essuyé une défaite à cause de la politique de la direction syndicale qui considérait que la priorité devait être donnée à la guerre du Sahara et donc qu'il fallait "être responsable".

Début 1986, s'est déroulée la plus grande lutte des travailleurs du phosphate depuis trente ans, dans les mines de Khormka et de Youssoufia, les deux prin-

cipaux gisements. A Youssoufia, la grève, dirigée par l'UMT, a duré deux mois ; la CDT, qui encadre les ouvriers de l'autre centre minier, n'a même pas appelé à une grève de solidarité et s'est contentée de 24 heures d'arrêt de travail ! Cette défaite a créé un climat de démoralisation chez les mineurs.

La CDT, toujours au nom de l'"intérêt national", a eu la même attitude lors de la nouvelle lutte des mineurs de Jérada en décembre 1988 et janvier 1989 (5) qui a duré deux mois et a été très combative. Il faut dire que ce prolétariat des mines est jeune, récemment syndicalisé, et vit et travaille dans des conditions très difficiles. Les 7 000 mineurs ont obtenu en partie gain de cause, même si la direction syndicale a tout fait, encore une fois, pour arrêter le conflit. Les familles des ouvriers, surtout les femmes, ont participé à la lutte, manifesté dans la rue, comme les lycéens, ce qui a suscité un mouvement de solidarité à l'échelle nationale, mais n'a pas réussi à déclencher d'autres grèves de solidarité.

Les mineurs de Jérada restent encadrés par la CDT. Bien sûr, les dirigeants locaux sont combatifs, car ils subissent une forte pression de leur base qui contrebalance celle de la direction nationale du syndicat. Pour vous donner un exemple, les mines ont été occupées alors que la direction syndicale avait décrété l'arrêt de la grève au bout d'une semaine, et le syndicat a dû suivre les mineurs dans leur lutte. L'absence d'auto-organisation au Maroc est liée au fait que la gauche révolutionnaire ne joue aucun rôle dans ces conflits.

### ◆ La plupart des partis d'opposition participent au consensus national sur la question sahraouie. Quelle est l'attitude de la classe ouvrière marocaine et des couches populaires face à ce problème ?

Les masses établissent un lien direct entre la détérioration de leurs conditions de vie et la guerre du Sahara. Parmi les organisations politiques, seul Ilal Amam soutenait courageusement la lutte des Sahraouis, position qu'elle a payé très cher par des peines de prison allant de vingt à trente ans. Hassan II a d'ailleurs dit qu'il pouvait tout accepter sauf la remise en cause de la "marocanité" du Sahara. Pendant la montée des luttes, entre 1978 et 1981, dans les syndicats, les militants de l'USFP contestaient le frein qui leur était imposé avec le prétexte de la

4) Le nom "23 Mars" est une référence à la lutte ouvrière du 23 mars 1965.

5) Voir *Inprecor* n° 282 du 20 février 1989.

question sahraouie ; ils affirmaient que la lutte pour la libération du Sahara passe par les batailles contre la bourgeoisie. Depuis, l'USFP a abandonné cette position.

Une sympathie pour la cause du Polisario existe chez les populations du Sud marocain ; mais, dans les autres régions, la démagogie du régime et des partis réformistes ont abouti à ce que les masses voient le Polisario comme une entité créée par l'Algérie dans un but expansionniste anti-marocain.

#### ◆ Où en est actuellement le conflit au Sahara ?

Avec l'édification des murs au Sahara, la guerre se mène différemment. Le conflit s'est apaisé et il y a eu une reprise des relations diplomatiques avec l'Algérie. Mais rien n'est tranché ; les deux parties restent sur leurs positions : le Polisario n'est pas disposé à céder, et Hassan II non plus. Avec la reprise des relations avec l'Algérie, les masses ont caressé l'espoir de voir s'achever la guerre et les dépenses qu'elle engendre.

#### ◆ Peux-tu nous décrire la situation économique et ses conséquences pour le niveau de vie des masses ?

Depuis 1977, la crise économique et la dette extérieure ont accentué le processus de détérioration du niveau de vie de la population. Avec le plan quinquennal de 1978-83, le problème de la dette s'est accru et, en 1983, le régime a accepté d'appliquer toutes les recommandations du FMI : politique d'austérité, attaques contre le pouvoir d'achat déjà affaibli des masses et contre les acquis sociaux (les dépenses consacrées à la santé et à l'enseignement ont diminué respectivement de 42 et 25 % depuis 1983). L'Etat n'embauche plus, alors qu'il était le principal employeur jusqu'en 1983. On assiste à l'augmentation du chômage, et à une inflation incessante qui touche surtout les principales denrées alimentaires ; cela explique les événements explosifs de 1981 et 1984 (6).

Face au mécontentement populaire, l'appareil policier a été renforcé pour contrôler toutes les organisations de masse. Le seul secteur où l'Etat continue à embaucher c'est celui de la police et de l'armée. Les associations culturelles des grandes villes ont pratiquement été démantelées à cause de la présence en leur sein de militants d'extrême gauche. Et il

faut savoir que, contrairement au régime algérien, la monarchie marocaine n'a concédé aucune réforme à la suite des émeutes.

#### ◆ Est-ce lié à la différence entre le poids des intégristes dans les deux pays ?

Pendant l'été 1983, une vague d'arrestations dans les milieux intégristes a donné lieu à des peines de prison allant jusqu'à trente ans ; un groupe de 71 intégristes se trouve dans la seule prison d'Essfi. Mais, en général, les intégristes au Maroc sont bien plus faibles qu'en Algérie. Ceci dit, ils se renforcent et s'activent depuis ces dernières années en milieu étudiant (la plupart des militants arrêtés en 1983 étaient des étudiants) et dans les quartiers pauvres. La répression empêche les intégristes d'apparaître aussi ouvertement que dans d'autres pays, et donc leur enracinement est difficile à apprécier.

Mais, tout en utilisant la répression, le régime favorise certains intégristes qui lui sont proches. C'est le cas de ceux qui sont regroupés autour du journal *El Islah*, et dont la principale activité consiste à affronter les étudiants de gauche à l'université, dans les villes où le mouvement étudiant est le plus actif : à Oujda en 1988, à Fès en 1989, etc. Ils constituent aussi une force répressive d'appoint menant

par exemple, des campagnes de calomnies contre les athées.

Ceci dit, le discours religieux au Maroc est courant puisque le régime se prétend de droit divin, ce qui contribue à couper l'herbe sous le pied des intégristes.

#### ◆ Le mouvement étudiant est-il toujours structuré par l'Union nationale des étudiants du Maroc (UNEM) ?

L'UNEM vit une crise manifeste depuis son XVII<sup>e</sup> Congrès, en 1981 : elle n'a pas su se structurer pour pouvoir diriger les luttes des étudiants, malgré les capacités dont les jeunes ont fait preuve ces dernières années. La crise est apparue avec le retrait des étudiants de l'USFP, quand ils se sont aperçus qu'ils ne pouvaient plus dominer le syndicat. De plus, les étudiants qui se situaient à la gauche de l'USFP n'étaient pas capables de prendre les choses en main.

Depuis, l'UNEM n'a ni instances dirigeantes, ni aucune forme d'organisation. Les étudiants continuent à s'en réclamer

et sont réprimés systématiquement par la "garde universitaire". Dernièrement, les intégristes, surtout ceux d'*El Islah*, ce journal manipulé par le régime, tentent de parler au nom de l'UNEM, d'y travailler, d'où des affrontements quasi-quotidiens avec les étudiants de gauche.

L'UNEM a actuellement beaucoup de perspectives, à cause des mauvaises conditions de vie et d'étude liées à la décentralisation de l'université et à la construction d'universités très démunies dans plusieurs villes. Tout cela a favorisé les luttes de 1988/89.

#### ◆ Assiste-t-on à l'apparition d'une nouvelle direction dans le mouvement étudiant ?

Non, même au sein des Qa'idiyin ("les étudiants de base") — le courant traditionnellement proche d'I<sup>l</sup>al Amam, très large et ouvert — il existe des désaccords quant à la nécessité ou pas de structurer l'organisation. Enfin, l'autre point faible du mouvement étudiant est qu'il est implanté surtout au nord du pays, à Fès, Tétouan, Meknès, Oujda, et pas dans les villes traditionnelles de l'UNEM telles Casablanca ou Rabat.

#### ◆ On entend très peu parler du mouvement des femmes au Maroc.

Le mouvement des femmes a connu un regain d'activité en 1983, au sein de l'Association marocaine pour la défense des droits de l'homme et dans les associations culturelles à Casablanca, Rabat, etc. Mais cette vague a reflé sans laisser de structures. A l'initiative de militantes proches de l'OADP, un journal, le 8 mars, est paru entre 1985 et 1988. Actuellement, il n'existe presque plus rien. Les associations culturelles ont été démantelées, et dans la gauche en général, la déception et la désillusion règnent.

Le mouvement des femmes est quasi-inexistant aujourd'hui et les trois associations de droits de l'homme ne font plus rien dans ce domaine. Les associations de femmes font surtout de l'information, elles n'ont plus d'assise dans les quartiers, et les clivages politiques entre organisations prennent en général le pas sur leurs activités de masse. ★

Janvier 1990  
Propos recueillis par  
Erdal Tan et Luiza Maria

6) En juin 1981, Casablanca connaît des émeutes populaires et une grève générale contre l'augmentation des prix. Bilan officiel : 66 morts, des centaines de blessés et plus de 2 000 arrestations. En janvier 1984, c'est au tour du nord du pays de connaître des soulèvements contre l'inflation : 29 morts, 124 blessés, et de nombreuses arrestations.

## PALESTINE

### Fête religieuse réprimée dans le sang

Pour la seconde fois consécutive, l'armée israélienne a choisi de s'attaquer aux Palestiniens à l'occasion de la fête musulmane du Id al-Fitr (qui célèbre la fin du mois de jeûne du ramadan), menant cette année à Jabalya l'une des plus violentes opérations depuis le début de l'Intifada, il y a deux ans et demi (voir *Inprecor* n° 300 du 12 janvier 1990).

Le 26 avril dernier, alors que des milliers d'habitants du camp de réfugiés de Jabalya, après s'être réunis pour prier, se dirigeaient à l'aube vers le cimetière, des soldats israéliens ont attaqué le cortège pacifique avec des gaz lacrymogènes. Les habitants, excédés, ont répondu à cette provocation par des jets de pierres, provoquant une riposte à balles réelles des soldats : Khalid Mursi, le muezzin de la mosquée de Jabalya a été tué sur le coup. Après ce meurtre, plus de 5 000 personnes ont attaqué la caserne où se trouvaient environ 100 soldats. Ceux-ci ont répliqué avec des balles en plastique et des balles réelles.

Mais les manifestants ont été rapidement pris en tenaille entre les renforts arrivant par toutes les entrées du camp et les soldats retranchés dans la caserne, et ont été bombardés de gaz lacrymogène par plusieurs hélicoptères. Selon un témoin, le nuage de gaz était si épais que l'on n'arrivait plus à distinguer ses voisins. Lors de ces affrontements, deux autres Palestiniens ont été tués tandis qu'un troisième était mortellement blessé. Des dizaines d'autres ont été blessés : entre 7 h et 7 h 30 du matin, l'hôpital de Gaza a admis 96 personnes.

Comme la bataille s'intensifiait, les militaires ont déclaré le couvre-feu un peu avant midi. Mais les Palestiniens ont résisté en masse à cette mesure et les soldats israéliens ont dû employer la force brutale pour obliger les gens à rentrer chez eux. Comme la nouvelle des événements de Jabalya se répandait, des manifestations ont débuté dans les villages voisins de Beit Lahia et de Shaikh Radwan ainsi qu'à Gaza.

Selon les représentants de l'ONU présents, ces heurts ont causé au moins 214 blessés (hommes, femmes et enfants) dont 46 gravement. ★



## URSS / NICARAGUA

### La presse soviétique tire sur le FSLN

L'édition française des *Nouvelles de Moscou* du 4 mai 1989 propose un bilan de « onze ans de sandinisme » au lendemain de la défaite du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) aux élections.

C'est un monument de mensonges et calomnies dans lequel deux individus se livrent à une "analyse" stalinienne de l'histoire (l'un d'eux, Mikhaïl Krutchov, il est vrai, se fait l'avocat de ces diables de sandinistes pour servir de faire valoir à

l'autre, Alexandre Makhov). C'est ainsi que l'on apprend que le 19 juillet 1979, le Nicaragua a vécu « un coup d'Etat » (sic), que les sandinistes ont galvanisé les masses à coup de « mots d'ordre populistes », qu'ils n'ont cessé de gonfler les chiffres (« en dignes émules du modèle soviétique ») sur ce qu'ils faisaient dans l'éducation, la santé ou le logement.

Le bien-être, évidemment, selon l'inénarrable Markhov qui doit s'y connaître, n'était réservé qu'à la nomenklatura ! Les sandinistes, héritiers des « structures totalitaires de Moscou et de la Havane », ont délogé les opposants du pouvoir après avoir fait une farce électorale et on dilapidé « la pluie d'or » qui leur est tombée dessus, alors que les Soviétiques, eux, se privaient de tout pour leur venir en aide. Ces sauvages ingrats préféraient d'ailleurs leur maigre viande aux conserves soviétiques qu'ils donnaient au bétail. Enfin, la seule originalité du processus nicaraguayen, le pluralisme, n'était qu'une pâle copie de la perestroïka soviétique, nous explique-t-on.

Les *Nouvelles de Moscou* avaient déjà réalisé un chef-d'œuvre de calomnies sur la révolution cubaine. Les révolutions dans le tiers monde, qui avaient pris au dépourvu les cerveaux du Kremlin lorsqu'elles ont éclaté, seraient-elles perçues comme une embûche sur le chemin de la perestroïka (voire des grandes manœuvres et négociations internationales, du genre Malte) ? Ou le stalinisme colle tellement à la peau de certains de ces plumitifs qu'ils sont incapables de comprendre tout ce qui sort des sentiers tracés par les Staline et autres Ceausescu ? ★

## NICARAGUA

### Un "oublié" de la perestroïka



Trinchera, l'hebdomadaire de la Centrale sandiniste des travailleurs

(CST, principal syndicat d'industrie du Nicaragua, très proche du Front sandiniste), a publié, dans son numéro du 8 février 1990, une page consacrée à Trotsky, sous le titre « Léon Trotsky : un oublié de la perestroïka ». Après un rappel historique de la bataille entre le dirigeant de l'Opposition de gauche (présenté comme « un homme clairvoyant, érudit et fin politique ») et Staline, l'auteur s'interroge sur la lenteur des dirigeants soviétiques à réhabiliter Trotsky et rappelle comment, lors d'un discours en octobre 1987, Mikhaïl Gorbatchev avait encore affublé ce dernier de qualificatifs tout droit hérités du vocabulaire stalinien (voir *Inprecor* n° 302 du 9 février 1990). ★



## URSS

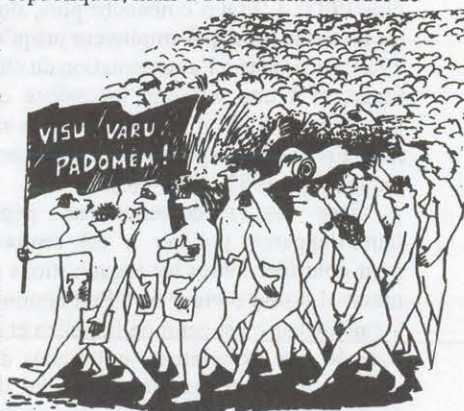
### Les bains de mer ou la glasnost

Le 1er janvier 1990, l'usine de papier Sloka, située dans la cité balnéaire lettone de Jurmala a cessé de fonctionner. Depuis deux ans, les habitants protestaient régulièrement contre le déversement par l'usine de déchets polluants, juste à côté des plages où des milliers de vacanciers viennent se baigner chaque été. Ces trois dernières années, le taux de bactéries présentes dans l'eau avait augmenté de plus en plus et, l'été dernier, les baignades ont été interdites sur la majorité des plages de la région.

Devant cette situation écologique catastrophique, le soviétique de la ville de Jurmala avait pris la décision de fermer l'usine si les choses ne s'amélioraient pas. En novembre, le Soviet suprême de Lituanie a suspendu la décision, à cause des protestations des gouvernements des autres républiques, mais a dû finalement céder devant la mobilisation des habitants de la ville. Quelques jours avant la fermeture de l'usine, le gouvernement letton rappela le « borbier » auquel cela allait conduire : outre le licenciement des 6 000 ouvriers, une réduction de 40 % de la production de papier (déjà limitée) de l'ensemble de l'Union soviétique et une perte d'un milliard de roubles pour l'économie du pays.

En outre, Sloka était la seule usine du pays à fabriquer le papier des listings informatiques, celui pour l'écriture en braille, les couvertures de livres, et les emballages de divers produits alimentaires.

La diminution des stocks de papiers va également menacer la glasnost : entre 1985 et 1988, le nombre de pages imprimées pour les livres et les journaux officiels a augmenté de 15 % tandis qu'on assistait parallèlement à une explosion des publications dans le secteur informel. Ainsi, le nombre des *samizdats* périodiques serait actuellement de 400. Or les autorités donnent évidemment la priorité aux médias officiels en matière de distribution de papier. ★



Caricature sur la pénurie de papier d'imprimerie issue de la revue lettone *Literatura un Makia*. Sur la banderole : « Tout le pouvoir aux soviets ! »

## GRANDE-BRETAGNE

## Maggie paye la Poll Tax

Lors des élections municipales du 3 mai dernier en Grande-Bretagne, le Parti travailliste a gagné 300 sièges, alors que le Parti conservateur, de Margaret Thatcher, au pouvoir, en perdait 191 ; les autres sièges ont été remportés par les partis du centre et des indépendants. Ce résultat — un gain de 11 % pour le Parti travailliste — a été décrit dans la plupart des média britanniques comme une grande victoire... pour Thatcher !

C'est un vrai bluff de la part d'une presse largement contrôlée par les amis de Thatcher. Mais il est vrai que, dans certains endroits, tout particulièrement à Londres où le Parti travailliste a gagné à peine 6 %, les conservateurs ont réussi à garder et à gagner des conseils municipaux, et même à en conquérir de nouveaux. Cela a été, comme d'habitude, attribué à la gestion "farfelue" des conseils municipaux tenus par la "gauche irresponsable" (bien qu'en réalité, les conseils municipaux travaillistes de Londres aient abandonné, depuis plusieurs années, une grande partie de leur enthousiasme réformateur). Cependant, à Londres même, les résultats n'ont pas été uniformes. Par ailleurs, dans certains de ses fiefs, qui ont été les cibles favorites de la presse conservatrice pendant des années — Lambeth, Islington et Haringey, par exemple — le Parti travailliste a amélioré ses positions.



L'avancée de 15 % du Parti travailliste dans le Sud de l'Angleterre (à part Londres), d'où il avait presque été balayé dans les années 80, sera d'une grande importance dans le futur.

De plus, malgré l'impopularité de la Poll Tax (voir *Inprecor* n° 306 du 6 avril 1990), le Parti travailliste a été désavantagé dans ces élections locales car certains conseils municipaux travaillistes, surtout à Londres, ont tenté de préserver leurs services sociaux en établissant un taux de Poll Tax très élevé. Ils n'ont été en rien aidés par la nouvelle direction "respectable" du Parti travailliste, incapable d'expliquer comment faire pour mettre en place des prestations sociales locales. Il y aurait eu une réponse évidente — la prise en charge des dépenses locales par l'impôt sur le revenu majoré pour les plus riches — mais cela les aurait brouillés avec l'establishment.

La Poll Tax n'est ni le seul, ni le principal problème, qui se pose à la classe gouvernante britannique. Des questions comme l'important déficit du commerce extérieur, l'inflation croissante et l'augmentation des luttes sociales, sans parler de la crise permanente de la politique étrangère britannique par rapport à l'Europe, ne pourront être résolues rapidement. Le "miracle" de la facilité du crédit qui a permis la réélection de Thatcher en 1987 ne pourra se répéter. ★

## URSS

## Komsomols pour les tendances



Le Congrès des Jeunesses communistes soviétiques (Komsomols) d'avril dernier a été marqué par un geste important. En réponse à la circulaire publique du Comité central (CC) du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) menaçant d'exclure du parti tous ceux qui avaient constitué des plates-formes différentes de celle du CC, les Komsomols en ont appelé à cette instance, au nom de millions de jeunes communistes, pour que personne ne soit exclu pour avoir constitué des tendances. Ils ont exigé des élections libres, par la base, des délégués du 28e Congrès, sans menaces de représailles.

Bien que le congrès des Komsomols ait été lui-même largement bureaucratique (la moitié des délégués étaient des permanents), ce geste reflète la forte pression de la masse des jeunes communistes d'URSS pour la démocratie socialiste la plus large. ★

## TIERS MONDE

## La campagne contre la dette fait boule de neige



La poursuite de la campagne internationale contre la dette, lancée après la manifestation et le concert du 8 juillet 1989 à Paris, s'annonce bien (voir *Inprecor* n° 306 du 6 avril 1990).

En France, les représentations d'une quarantaine d'organisations africaines, réunies dans le Forum panafricain pour la démocratie, se sont intégrées dans la campagne menée par le collectif unitaire "Ça suffait comme ça". Des collectifs unitaires existent dans une cinquantaine de villes de province ; leurs membres viendront à Paris pour une grande manifestation le 9 juin.

En Belgique, s'est créé un collectif unitaire qui, outre des initiatives locales, prépare aussi sa participation à la manifestation de Paris.

Des meetings et des mobilisations auront lieu les 9 et 10 juin en Martinique avec la participation d'organisations des autres îles des Caraïbes (Haïti, Jamaïque, etc.), mais aussi du Nicaragua et du Mexique.

Au Sénégal, un rassemblement se tiendra au début du mois de juin à l'initiative des organisations de gauche.

Au Mexique, des rassemblements auront lieu dans plusieurs villes frontalières des Etats-Unis — le sommet des sept pays les plus riches (G-7) se tiendra à Houston —, mais aussi dans la capitale, Mexico.

Le vent de la dette souffle aussi sur l'Est. Le 9 juin, le Centre tiers monde de Berlin-Est, soutenu par des organisations venues des deux côtés de l'ancien mur, organisera un meeting avec des Africains et des Européens de l'Ouest et de l'Est. Les 16 et 17 juin, toute la gauche allemande prévoit un meeting et une manifestation à Leipzig. Le 23 juin un concert contre la dette, avec des participants de toute l'Europe, sera organisé à Berlin.

La campagne culminera lors de la réunion des "sept grands" à Houston par la tenue d'un contre-sommet, les 7, 8 et 9 juillet.

Les organisations internationales, signataires de l'appel, discutent d'ores et déjà de la possibilité de développer une campagne permanente contre la dette à l'occasion de chaque sommet du G-7 (en 1991, il se tiendra à Londres). ★



## URSS

## Mobilisations des étudiants ukrainiens



L'hebdomadaire *News from Ukraine* n° 15 rapporte qu'après l'arrestation de Volodymyr Chemerys, secrétaire exécutif de l'Union des étudiants ukrainiens (UEU), accusé d'avoir organisé un meeting illégal à Kiev, un groupe d'étudiants a fait une chaîne humaine en face de l'Hôtel de ville de Kiev, le 21 février dernier. A cette occasion, une dizaine d'entre eux ont été détenus à leur tour ; ces arrestations ont donné lieu à des mobilisations de masse dans les universités ukrainiennes pour leur libération : les jours suivants, des manifestations d'étudiants et de lycéens se sont déroulées à Lvov, Dnipropetrovsk et Vinnytsya.

Le 1er mars, à Lvov, 70 % des lycéens et étudiants (issus des facultés littéraires mais également des instituts techniques) ont fait grève et effectué des sit-in et des chaînes humaines. Le 5 mars, la grève a atteint son apogée avec le rassemblement de plusieurs milliers d'élèves des différents établissements d'Ukraine de l'Ouest devant le monument d'Ivan Franko à Lvov. Le 6 mars, un comité de grève s'est réuni à l'université de Lvov pour préparer les actions à venir et surtout organiser une grève générale en coordination avec les comités de grève des différentes entreprises et usines de la région. C'est alors que le gouvernement ukrainien a cédé et annoncé la libération des étudiants emprisonnés, après que ces derniers aient dû faire "amende honorable" devant les autorités universitaires. ★

# Rendez-vous de juillet

**DE LA CHUTE** du mur de Berlin à la grève des étudiants tchécoslovaques, l'accélération et la rapidité des bouleversements survenus à l'Est ont marqué la fin des années 80. La participation massive et déterminante des jeunes a été un élément moteur des luttes démocratiques à l'Est.

A l'Ouest, pendant ce temps, la jeunesse scolarisée italienne se mobilisait contre le projet de réforme universitaire, pour de meilleures conditions d'étude et contre la privatisation des universités. En Italie, comme ailleurs, les réformes de l'enseignement se sont heurtées à un même refus de la jeunesse. En France, dans l'Etat espagnol, en Grèce, en Belgique, partout, les projets gouvernementaux sont identiques : accroître la sélection, adapter l'université aux exigences de l'industrie privée, instaurer la compétitivité entre les facultés, augmenter les frais d'inscription, sous couvert d'amélioration de l'enseignement et d'adaptation au "monde moderne".

## Mobilisations

Mais les luttes de cette "nouvelle génération", qu'on nous présentait comme amorphe, abêtie par les nouveaux moyens de communication, sans idéologie et seulement mûe par la réussite sociale individuelle, ont aussi porté, au cours des années 80, sur d'autres terrains. Dans l'Etat espagnol, un important mouvement de la jeunesse s'est constitué pour refuser le service militaire et dénoncer l'embrigadement ; en Suisse, l'an dernier, les jeunes se sont mobilisés pour la suppression pure et simple de l'armée. Au Portugal, la campagne anti-militariste menée par les militants du Parti socialiste révolutionnaire (PSR, section portugaise de la IVe Internationale) a rencontré un large écho chez les jeunes obligés de passer deux ans au service militaire.

En France, c'est la marche des "beurs" de la deuxième génération, en 1983, qui a enclenché un large mouvement contre le racisme, toujours présent, regroupant des jeunes français et immi-

**Les organisations de jeunesse en solidarité politique avec la IVe Internationale préparent leur 7e Camp international, qui se tiendra près de Louvain (Belgique) du 22 au 29 juillet 1990. A l'heure des bouleversements à l'Est et de la mise en place de l'Acte unique, le programme politique du camp traitera de ces questions. Il sera sans doute aussi l'occasion de discuter des tâches que cette situation suppose pour les jeunes.**

## Sophie MASSOURI

grés, dans des comités anti-racistes dans les lycées, les universités et les quartiers. En Belgique, aujourd'hui, des lycéens mènent une campagne pour des "écoles sans racisme" en faisant signer une pétition dans les établissements scolaires afin de sensibiliser l'opinion publique sur cette question. A l'heure de la montée de l'extrême droite dans ces deux pays, la mobilisation anti-raciste est plus que jamais nécessaire mais exige aussi une riposte sur le terrain de l'anti-facisme. Déjà, à Anvers, par exemple, où le *Vlaams Blok* (Parti d'extrême droite) a remporté près de 20 % des voix aux élections municipales, dont près de 47 % dans un seul quartier, le front anti-fasciste de la ville, qui regroupe plusieurs organisations et partis, a organisé une grande manifestation le 12 mai 1990.

Partout, les mobilisations des jeunes seront déterminantes pour faire face à la montée de l'extrême droite, en dénonçant les conditions économiques et sociales qui ont permis son émergence et dont les jeunes sont aussi les premières victimes.

Parce que, si le stalinisme s'écroule à l'Est et qu'on nous impose à grand renfort médiatique la supériorité du modèle capitaliste, maintenant "incontestable", les jeunes à l'Ouest continuent de payer l'addition de la crise. La mise en place des politiques d'austérité a partout les mêmes conséquences. En Europe de l'Ouest, plus de 35 % des chômeurs sont des jeunes ! Certains pays, comme l'Etat espagnol, connaissent des situations encore bien plus dramatiques. Les solutions mises en place par les gouvernements occidentaux se limitent à gérer la crise, en multipliant les formes de travail à temps partiel, situation la plus fréquente chez les moins de 25 ans. Les problèmes de logement, d'autonomie financière — surtout lorsque les jeunes cherchent à poursuivre leurs études tout en vivant en dehors de chez

leurs parents — du coût de la vie en général, créent des conditions d'existence précaires et condamnent une partie de la jeunesse à la marginalisation. L'expression de ce malaise social prend parfois la forme d'émeutes violentes, comme en Grande-Bretagne, au moment des récentes manifestations contre la *Poll tax*.

Or, si la situation des pays d'Europe de l'Est est totalement différente, les mobilisations des jeunes ont montré des caractéristiques communes : ils dénoncent la place qui leur est faite, réclament l'égalité et une plus grande justice sociale. Les événements à l'Est ont rencontré un écho parmi la jeunesse occidentale parce qu'elle les perçoit avant tout comme des mouvements contre les structures en place et contre la corruption de ceux qui détiennent le pouvoir.

## Des jeunes de l'Ouest et de l'Est

Dans ce contexte, le 7e Camp international aura cette année un enjeu particulier : d'abord il devra répondre aux questions de tous les participants, militants ou non, sur les changements en Europe de l'Est, et comptera, d'autre part, pour la première fois, sur la participation d'un nombre significatif de jeunes de Pologne, d'Allemagne de l'Est, de Hongrie, etc.

Aujourd'hui, la dimension internationaliste du combat révolutionnaire n'a que plus d'actualité : comment répondre à la politique européenne qui peu à peu se met en place ? Quelles conséquences aura-t-elle pour les droits des immigrés, les droits des femmes, la militarisation de l'Europe ou le combat écologique ?

Face à la campagne sur la "fin du socialisme", au désœuvrement et à la marginalisation d'une partie de la jeunesse, les organisations de jeunesse révolutionnaires ont une responsabilité : toucher et répondre aux attentes des jeunes qui pourraient se laisser convaincre par les discours démagogiques populistes ; leur faire comprendre que ni la violence sociale que représente, par exemple, le phénomène des *hooligans* en Grande-Bretagne, ni le retour aux valeurs de réussite individuelle ne sont des solutions possibles, elles condamnent, au contraire, toute issue véritable. ★

15 mai 1990